



N°197 · OCTOBRE 2005

1,50 EURO

M 02348 - 197 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

100 JOURS DE GUERRE CONTRE LES PAUVRES



100 JOURS DE PROFITS EN PLUS POUR LES BOURGEOIS

LOGEMENT | PAGE 4

**UN
LOGEMENT
DÉCENT
POUR
TOUS !**

AREVA-ALSTOM | PAGE 5

**SOMMES-
NOUS
ÉCOLOS ?**

APRÈS L'ÉTAT «SOCIAL»...

**... L'ÉTAT
POLICIER**

PAGE 6

ET AUSSI...

**LIBÉREZ
ANGELO !
SUD-INTÉRIEUR
CHINE :
MAOÏSTES
REPRIMÉS
ARGENTINE:
L'USINE SANS
PATRON**



L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

AUX USA COMME EN FRANCE, L'ÉTAT TRAITE LES PAUVRES EN ENNEMIS !

Il y a bien des points communs entre la catastrophe dans le Sud des États-Unis et les incendies ayant eu lieu en région parisienne ! D'abord, il s'agissait de désastres prévisibles. Pour ce qui est des USA, de multiples études prévoient ces inondations en cas d'ouragan important. Malgré cela, les moyens prévus pour ce type de crise ont été amputés au profit de l'action dite «anti-terroriste». Avec l'arrivée de l'ouragan, le pouvoir a demandé aux habitants d'évacuer mais sans leur fournir aucuns moyens. Résultat : les plus pauvres, plusieurs dizaines de milliers, sans voiture et sans argent, sont restés.

Ensuite, les victimes, déjà désignées coupables pour ne pas avoir évacué, ont attendu en vain des secours et ont dû, pour se nourrir, commencer à se servir dans les magasins. Les chaînes de télé, à partir de ces images, ont dressé un tableau horrible de territoires livrés aux «bandes de pillards».

Enfin, si l'État s'est allégé dans sa capacité à gérer les problèmes collectifs, il s'est renforcé dans ses capacités de répression. Montrer sa force, répondre aux critiques, c'était, tout à fait logiquement, mettre en oeuvre ces forces de répression.

Cinquante mille hommes en armes ont ainsi été déployés sur les zones dévastées. Mais leur «mission» n'était pas de porter secours. Il s'agissait de reprendre le contrôle de ces zones et d'empêcher les pillages. Bref, de défendre la propriété privée. De nombreux cas de personnes abattues ont été signalés. Ces forces manoeuvrent comme en zone d'occupation. Comme en Irak, d'où reviennent d'ailleurs certaines de ces troupes. L'ennemi, cette fois, c'est le travailleur pauvre... et noir de surcroît ! D'autant plus dangereux qu'il commence à s'organiser pour remplacer l'État défaillant.

Le gouvernement français a proposé son aide aux USA ; les journaux couvrent l'événement et tous prétendent que cette défaillance de l'État ne pourrait arriver ici. La preuve ? Les inondations du sud de la France et les réactions exemplaires des préfets ! C'est oublier rapidement les 15 000 morts de la canicule de 2003. Si l'État a été efficace alors, c'est dans le camouflage de l'ampleur du désastre.

Quant aux incendies parisiens, ils



étaient eux aussi prévisibles : la construction HLM en déclin depuis 25 ans, la sélection, par les offices, des candidats les plus solvables, la quasi-disparition, dans le privé, des logements en loi de 48 qui constituaient un logement social de fait, la montée du prix du foncier, favorisée par tous les gouvernements, etc.

Tout cela aboutit à des listes d'attente énorme pour un logement HLM de plus en plus inaccessible. Cela produit les marchands de sommeil qui s'engraissent sur le dos des victimes de la crise du logement. Cela produit des taudis de plus en plus dégradés qui attendent la prochaine opération immobilière.

Et quand ces foyers de tuberculose et de saturnisme flambent, que fait le gouvernement ? Il dénonce ses occupants. Coupables de vivre là-dedans. Coupables de leur précarité, de leur pauvreté. Et comme, il n'est évidemment pas question de remettre en cause une politique du logement à l'oeuvre depuis trente ans, la solution, comme pour la Nouvelle-Orléans, est militaire. Ils envoient ses sections armées pour vider les squats.

Le pouvoir, aux USA comme en France traite les pauvres comme des ennemis. Mais le pauvre est aussi un travailleur, un sans-papiers qu'il s'agit de terroriser pour qu'il accepte ses conditions de tra-

vail humiliantes en se faisant invisible, un chômeur que les nouvelles mesures pousse vers des travaux de plus en plus précaires.

Et le Contrat Nouvelle Embauche qui s'annonce ! Il est prévu pour deux millions de personnes licenciables, à n'importe quel moment, sans justificatifs. Il n'y a pas loin entre la matraque qui vise les sans-papiers squatters et la contrainte organisée pour exploiter au plus bas coût de plus en plus de salariés.

Face à cela, il ne sert à rien de demander aux soi-disant pouvoirs publics qu'ils prennent leurs responsabilités. Ils les prennent déjà dans cette guerre qu'ils mènent contre nous. Il devient de plus en plus absurde de réclamer de l'État capitaliste qu'il nous protège des catastrophes qu'il entraîne. Si nous voulons un État protecteur, c'est à nous de le construire après avoir abattu celui-ci.

La seule issue est dans notre organisation durable. En tant que sans-papiers, chômeurs ou salariés, nous avons besoins de construire, renforcer nos collectifs, nos syndicats de lutte. Mais surtout, en tant qu'exploités, il nous faut nous organiser politiquement et construire le parti qui nous manque pour nous orienter face à cette guerre qu'ils nous mènent.

NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.*

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépot légal : 3^e trimestre 2005. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

**Voie Prolétarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France**

**Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com**

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

**UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €**

**UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE**

**POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS**

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS**

**DES PAPIERS POUR TOUS ! UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS !
UN EMPLOI ET UN SALAIRE DÉCENT POUR TOUS !**

APRÈS LA CLAQUE DU 29 MAI, ON S'ATTENDAIT À DES CHANGEMENTS !

Les cent jours de Villepin

LE gouvernement Villepin-Sarkozy serait-il sourd ? N'entend-il pas le fort mécontentement qui s'est exprimé le 29 mai ? «Les ouvriers, les employés, les petits paysans ont voté massivement Non, désavouant les politiciens, les journalistes qui faisaient tous massivement campagne pour le Oui... Il s'agit bien là d'un vote de classe et de rupture...», disions-nous dans notre précédent journal. Un vote lourd de menaces et de «désordres sociaux» pour la classe dominante. Lourd d'une grave crise sociale et politique.

C'est cela que le gouvernement a compris. Et il a décidé de renforcer son camp, celui de la classe bourgeoise en concentrant toute son attention sur les couches moyennes et les PME. Certaines ne se sont-elles pas retrouvées dans le Non, voire dans l'abstention ? Il s'agit de renforcer voire de reconstruire l'alliance avec ces couches moyennes.

Et, preuve qu'il nous a bien entendus, de diviser les exploités. D'autant que «l'opposition» ne peut guère jouer les pompiers. Les directions syndicales ont été désavouées en mai, la Gauche est incapable de canaliser la colère sur le terrain électoral en entretenant l'illusion qu'une fois au gouvernement, elle changerait la vie... Pour les travailleurs rien n'a changé, au contraire, tout empire...

Mais pas pour tout le monde.

FOURNIR DE LA MAIN D'ŒUVRE À BAS PRIX...

Forcer les chômeurs à accepter n'importe quel travail, dans n'importe quelles conditions. Obliger les chômeurs (tous des faîneants !), les jeunes sans travail (tous des délinquants !) à accepter les petits boulots, les salaires de misère.

Voilà qui plaira à l'esprit étroit du petit bourgeois ! Le salarié idéal doit être flexible, précaire, peu payé et la fermer.

L'augmentation de la prime pour l'emploi ? Pour les gens plongés dans la précarité ! Ce n'est pas négligeable. Mais elle ne sera pas payée par ceux qui exploitent le travail et en tirent les profits. Ça non ! Ce sont les contribuables qui vont payer par l'impôt ce que devraient payer les patrons.

Recul des chiffres du chômage ? «On a réussi à inverser la courbe. On passe sous la barre des 10 %». Le gouvernement nous annonce un recul de 25 600 du nombre de «demandeurs d'emploi», mais le nombre de radiations est de 34 667. Dans les six premiers mois de l'année 2005, plus de 200 000 chômeurs ont été radiés des listes de l'ANPE, soit 4,1 % de plus qu'en 2004.

À cette politique répressive, élaborée en son temps par Martine Aubry (PS), s'ajoute le «traitement social du chômage», c'est-à-dire la multiplication des contrats aidés et précaires et l'emploi de travailleurs saisonniers.

LE CNE C'EST LA FIN DU CODE DU TRAVAIL. Le Contrat Nouvelle Embauche c'est pire qu'un CDD ! Cette période d'essai de deux ans (!) va bien plus loin qu'un CDD de 24 mois qui ne peut être rompu que pour faute grave. La rupture du CNE pourrait au

contraire intervenir sans motif, sans indemnité, à tout moment et sans risque juridique. Le CNE va démultiplier la précarité et accroître la violence des rapports au travail. Tous les nouveaux embauchés dans les entreprises de moins de 21 salariés y seront soumis. C'est l'ensemble du salariat qui sera livré pieds et poings liés au patronat qui ose parler d'un nouveau CDI !

Dans le Contrat Nouvelle Embauche (CNE), le nouveau, ce n'est pas le contrat, ce n'est pas l'embauche, mais les modalités de la rupture. Il s'agit essentiellement d'un «nouveau droit de rupture du contrat». Quelle aubaine pour les petits «tôliers» !

Le gouvernement Villepin permet ainsi de mettre fin au Code du travail dans la petite entreprise, c'est la destruction de la dernière et fragile barrière qui défend les droits d'un salarié : impossible de faire valoir que les conditions de son éventuel licenciement sont illégales, on lui fait plier l'échine d'avance. Le CNE c'est la pire des attaques contre le droit du travail.

FLEXIBLES, PRÉCAIRES ET MOBILES ! Le ministre de l'Économie Thierry Breton annonce de nouvelles mesures en «faveur» des chômeurs. Pour favoriser la «mobilité», une prime aidera les chômeurs et les titulaires de minima sociaux à déménager. Et le décret sur le contrôle des chômeurs sanctionne le refus de mobilité. Quinze cents euros pour travailler à plus de cent cinquante kilomètres de chez soi et au minimum pendant six mois. Quinze cents euros pour quitter sa famille, ses amis, sa ville ou son village. Des emplois, il y en aurait, paraît-il, «500 000»... comme plongeurs et maçons !

DEMAIN, TOUS INTÉRIMAIRES ? L'accord que le patronat de l'intérim (SETT) et les bureaucrates syndicaux de la CFDT, de CFE-CGC et de FO) ont signé mercredi 7 septembre élargit de façon considérable les motifs de recours à l'intérim.

LES FAIBLESSES DE LA CLASSE BOURGEOISE

Si la classe bourgeoise française est à l'offensive, c'est que sa marge de manœuvre est de plus en plus réduite... Nous sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs. En effet, cette guerre contraint la bourgeoisie à remettre en cause tous les acquis sociaux, à baisser le coût de leur force de travail (droit à la santé, niveau de revenu, retraite), à accroître la précarité, à réduire les prestations-chômage. Cette guerre la contraint à engager restructurations sur restructurations.



Jusqu'alors strictement limité à deux cas : le surcroît temporaire d'activité et le remplacement, pour une durée limitée, d'un salarié absent.

Déjà avec la loi Borloo, dite de cohésion sociale, le recours à l'intérim est aussi envisagé afin de «faciliter l'embauche de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières». Le renversement de logique est radical, l'intérim devient «un tremplin vers l'emploi».

... Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la «paix sociale» et brisent les anciennes alliances de classe que la bourgeoisie avait mises en place pour maintenir son pouvoir. Elles brisent aussi les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État.

Extraits de *De la résistance à la contre-offensive*, Manifeste de l'OCML-Voie Proletarienne, 24 pages, 2 euros à notre boîte postale

ALLÉCHANTE ANNONCE

«Madame, Monsieur, profitez du nouveau dispositif 'contrat nouvelle embauche' (CNE). Embaucher sans risque ? C'est possible depuis le 4 août ! Profitez-en ! Des procédures d'embauche et de rupture simplifiées et sans contrainte ! La rupture du contrat par simple lettre recommandée ; Une période de préavis limitée à 2 semaines au cours des 6 premiers mois ; Une indemnité de rupture de contrat bien plus légère pour l'employeur...»

Cette offre ne vient ni de Matignon ni du ministère du Travail, mais de Companeau, société spécialisée dans la mise en relations de petites entreprises avec des fournisseurs d'équipements et de services.

COMBIEN DE CHÔMEURS ?

60 % des demandeurs d'emploi ne sont plus indemnisés par l'Unedic, dont c'est pourtant le rôle. Pour rappel, sur 4 167 189 demandeurs d'emploi recensés à l'ANPE, seuls 2 446 500 figuraient dans la catégorie 1, celle des «chômeurs» officiels indemnisés, selon Statist (revue de l'Unedic, 2e trimestre 2004). Et si l'on ajoute qu'un tiers des «demandeurs d'emploi» ne sont pas inscrits à l'ANPE, c'est plus de 6 millions de personnes qui recherchent un emploi !

CNE : ANGOISSE PERMANENTE

Si un salarié refuse des heures supplémentaires non-payées, cas le plus fréquent, il pourra être viré. Si un salarié se présente comme délégué du personnel (dans les 102 000 entreprises de 11 à 20 salariés concernées) avant deux ans, il pourra être aussi viré. S'il déplaît à son petit patron, il peut être renvoyé, du jour au lendemain, sans recours... Il pourra être viré même s'il a refusé de mettre sa vie en danger (droit de retrait, conditions de travail périlleuses). Il n'aura pas de recours : parce que ce vidage (il faut, pour être clair, employer un autre mot que «licenciement») n'ayant pas besoin d'être juridiquement motivé, ne donnera aucune prise à recours.

Le salarié, pendant deux ans, deux fois 365 jours, ne saura pas, chaque soir, en se couchant, s'il aura encore un travail le lendemain soir ! Il tremblera encore plus la veille du 730e jour, car, en dépit du fait qu'il se soit «défonce» pendant deux ans, le patron pourra le virer et en reprendre un autre...

LE GOUVERNEMENT AUX ORDRES. Malgré le Non du 29 mai, la grande bourgeoisie au gouvernement accélère ses «réformes». Elle satisfait les appétits du patronat : toujours plus de main-d'œuvre flexible, précaire, mobile et peu payée. Elle satisfait le besoin d'ordre des petits et grands bourgeois, pour exploiter en paix. Elle jette l'opprobre sur celui qui «ne travaille pas». S'ajoute à cela de nouveaux cadeaux au patronat : privatisations d'autoroutes, plafonnement de la taxe professionnelle à 3,5 %, abaissement des taux d'intérêt des Caisses d'Épargne, etc...

On aurait tort de croire que le gouvernement s'affole, ou pense que c'est un accident purement français (et la faute à Sarkozy).

Non ! C'est la conséquence d'une économie-politique capitaliste en crise profonde qui, d'un côté, doit faciliter la guerre économique des grands groupes capitalistes européens et qui, de l'autre, se trouve confrontée à une résistance populaire croissante. Dur, dur !

Alors, on satisfait les exigences des petits patrons : abaissement des charges et des impôts directs pour abaisser les coûts – ce qui ne déplaît pas non plus au grand patronat. On agite l'ordre moral (Chômeurs ! Tous au boulot ! De gré ou de force !) et on active l'ordre policier : chasse aux travailleurs clandestins, aux syndicalistes et aux travailleurs qui résistent, chasse aux sans-papiers, etc...

Le référendum et ses suites auront ainsi révélé à tous les limites de la démocratie électorale : le verdict des urnes n'est accepté que s'il ne dérange pas les intérêts de la classe dominante. **SM**

Logement

La mort de femmes et d'enfants brûlés dans des logements insalubres au cœur de Paris «ville lumière», voilà où le capitalisme en est. Les «droits de l'homme», ce sont des taudis aux immigrés et des logements de fonctions de 600 mètres carrés dans les quartiers riches, pour les ministres.

UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS !

Aujourd'hui, les bourgeois pleurent, ils sont émus. Pourquoi n'ont ils jamais construit de logements dignes de ce nom pour les travailleurs, pourquoi le budget logement est il en constante diminution ?

UN MILLION DE MAL LOGÉS !

Avec la crise de la fin des années 70, les gestionnaires des logements HLM sont passés de constructeurs de logements à gestionnaires du parc existant. Depuis cette période, avec les vagues de fermetures d'entreprises, les licenciements, le chô-

mage, la précarité, les prolétaires ont du mal à trouver un logement. Coté logement privé, c'est la libération du prix des loyers, et la spéculation intensive et la disparition des loyers régis par la loi de 1948.

L'État par la bouche de De Robien ne veut plus rien donner : «Vendez le patrimoine!» Ainsi, du fait de la montée de la spéculation sur les terrains les opérations sont juteuses, pots de vin à la clef.

Environ 1 million de ménages sont mal logés. En comparaison, il n'est construit qu'environ 50 000 logements HLM par an. En 2004, le budget du logement social a baissé de 8,7%, pendant ce temps, les dépenses militaires augmentaient de 4%.

OÙ EST LA SOLUTION ?

Le but de tous les gouvernements depuis les années 80 est d'encourager à la propriété pour les classes moyennes et les ouvriers qualifiés. Les HLM ne regroupant que des ouvriers et des prolétaires immigrés souvent précarisés. Les appels démagogiques à la mixité sociale, ne servent qu'à détruire les logements sociaux et à construire de nouveaux logements soit par accession à la propriété, soit d'une catégorie supérieure afin de permettre la venue de catégories sociales aux revenus

plus élevés. L'État, les gestionnaires de HLM, les préfetures, les mairies de gauche comme de droite, en bon gestionnaires, pensent qu'une fois les logements sociaux détruits, les problèmes du chômage, de la misère sociale, du mal vivre vont s'éloigner. C'est le capitalisme qui crée la misère et le chômage, pas les logements sociaux ! Le vrai coupable c'est l'État qui laisse pourrir les immeubles, ne construit pas de logements sociaux, organise la sélection en ne donnant pas de logements décents aux travailleurs immigrés dont les parents ont bien souvent construit ces logements. Souvent, ceux qui squattent ne le font pas par plaisir, mais parce qu'ils n'ont aucune solution de logement. Les principaux responsables des décès dans les incendies sont ceux qui ont dirigé l'État depuis une trentaine d'année, et non rien fait. Leurs larmes et leurs condoléances ne sont qu'hypocrisie.

Lutter pour un logement décent pour tous c'est aussi lutter pour une autre société, où il n'y aura plus de quartiers aisés avec maisons luxueuses, (rappelons-nous le ministre et ses 600m² en plein Paris), et d'autres quartiers avec des maisons surpeuplées, insalubres et qui brûlent. La vraie mixité, ce sont aussi des logements

sociaux pour tous au cœur des villes. Cette société de rupture c'est le socialisme.

EN ATTENDANT :

- **Solidarité entre travailleurs, solidarité avec les victimes des incendies !**
- **Interdiction immédiate de toutes expulsions de logements sans propositions de relogements !**
- **Non à la démolition des logements sociaux tant qu'il y a des gens à la rue !**
- **Non à la ségrégation par nationalité, non aux quotas !**
- **Un logement décent pour tous !**
- **Arrêt de toutes les hausses de loyers !**
- **Réquisition des logements vides, dans le public comme dans le privé !**
- **Construction d'un million de logements sociaux de qualité accessibles à tous !**

Un militant VP



À Aubervilliers, la mairie PCF expulse aussi !

Dans cette commune, depuis le 7 juin, une quarantaine de familles dorment dans la rue, elles ont été expulsées d'une barre qui doit être démolie. Auparavant, ces familles vivaient dans une autre barre qui a aussi été démolie. Suite à la démolition de la première barre, la mairie leur avait proposé de les reloger provisoirement. Ces familles donnaient des indemnités d'occupation demandées par l'OPHLM, versées au Trésor Public.

La mairie prend prétexte qu'il y a une longue liste d'attente pour les HLM afin de ne pas les reloger et les mettre à la rue. Cette liste est invérifiable, mais on ne peut douter qu'elle soit longue. Alors s'il y a un manque de logements sociaux, pourquoi la mairie a-t-elle cédé les terrains à Bouygues afin de faire construire des logements avec accès à la petite propriété ? Parce que comme toutes les mairies, elles ne veulent plus de prolétaires, et voit l'arrivée de nouveaux propriétaires avec intérêt afin de renflouer les impôts locaux.

DORMIR EN FOYER ? Depuis, les familles campent dans la rue avec, au début, l'interdiction de mettre des bâches. Elles ont été reçues par des «musclés» du PCF et les flash-ball de la police quand elles ont voulu se rendre à la mairie. Avant que Sarkozy expulse les squats, le PCF le faisait !

Le soutien s'est d'abord organisé autour des enseignants, qui ont organisé le jour même la riposte, par des manifestations, puis le DAL qui était déjà en contact avec les familles. Un comité de soutien s'est créé sur la ville. Les familles unies n'ont jamais baissé les bras, se sont déplacées vers la sous-préfecture, obtenant le droit de mettre

des tentes, un point d'eau, des toilettes, obtenant cinq logements sur Aubervilliers et 11 sur le département. Le maire, soutenu par la totalité du Conseil Municipal (PC, Gauche Communiste du PCF-Karman, PS, Verts) veut liquider le problème avant le 15 septembre, en proposant aux familles d'aller dans un Foyer de Jeunes Travailleurs jusqu'en décembre.

Celui-ci, étant vétuste, sera ensuite en travaux de réfection. On le voit, la fermeture du

campement est une priorité pour la mairie, elle pense ainsi faire disparaître le problème. Mais elle oublie qu'il y a maintenant une mobilisation. La sous-préfecture a déclaré, à une délégation conduite par le DAL, que les familles qui n'ont pas de propositions de logements n'ont qu'à se débrouiller car, comme ce sont des africains, «ils ont l'habitude de se loger les uns les autres». Bref, la surpopulation pour les immigrés, c'est normal. Réponse d'un délégué, «nous on est en

France, on veut vivre comme les gens ici, on a pris d'autres habitudes».

LE DOUBLE JEU DE LA MAIRIE. La population n'a eu pour l'instant accès qu'à la propagande du maire qui fait très bien son travail de désinformation. «Ce sont des squatters, ils ne paient pas, ils ne sont pas de la ville, occupation illégale, coup de force qui vise à passer devant les autres demandeurs...». Déjà, en 2000, le maire PC de l'époque, Ralite, avait interdit à des expulsés de prendre leurs affaires dans leurs logements et avait appelé la police quand Emmaüs avait apporté des matelas. De plus, cet homme de «gauche» avait refusé de scolariser les enfants. Avec la pression exercée par la mairie, seules deux institutrices étaient venues leur donner des cours.

Cette fois-ci, il y a un véritable soutien d'une partie de la population, avec un comité de soutien. Les gens sont choqués par le double langage du maire. Ils voient que le PCF appelle, au niveau national, à «soutenir les mal logés» et demande «des réquisitions de logements vides» alors que, sur le plan local, il fait absolument l'inverse. Qu'attend le maire pour mettre en pratique ce qu'il exige dans les manifestations ? Est-ce un habituel double langage politicien caressant les électeurs FN au plan local et, au plan national, se permettant d'être plus gauche quand il n'y a pas d'enjeux visibles ? Il n'est pas seul dans ce cas : Voinet, sénatrice Verte sur le département, n'a pas ouvert la bouche.

Ce double jeu fait le lit des idées xénophobes et racistes, sépare les prolétaires suivant leurs origines et leurs nationalités. Il faut une attitude intransigeante de défense des travailleurs afin de recons-



truire notre camp. Dans les manifestations, les jeunes d'origine africaine sont courtisés par la Mairie de Paris (PS, Verts, PC), mais la méfiance règne. Ils se méfient des bonnes paroles sans lendemain. Les plus conscients veulent, pour l'instant, s'auto-organiser et mener leurs luttes. Ils doivent politiser leur colère. Le comportement de la mairie fait qu'il existe un sentiment anti-communiste parmi les travailleurs et les progressistes de la ville, et une grande méfiance à l'encontre de toute organisation politique.

C'est donc à nous d'expliquer que le PC n'est plus communiste depuis longtemps, qu'il n'est pas notre ami. Les familles expulsées des logements ne sont pas des pauvres précaires qui demandent la mendicité, ils ne sont pas «toute la misère du monde», ce sont avant tout des travailleurs qui veulent un logement pour vivre dignement, comme toutes les familles de travailleurs. C'est le sens de notre solidarité.

Des militants VP

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE...

« La crise du logement – à laquelle la presse de nos jours porte une si grande attention – ne réside pas dans le fait universel que la classe ouvrière est mal logée, et vit dans des logis surpeuplés et malsains. Cette crise du logement-là n'est pas une particularité du moment présent [...] bien au contraire, toutes les classes opprimées de tous les temps en ont été à peu près également touchées. Pour mettre fin à cette crise du logement, il n'y a qu'un moyen : éliminer purement et simplement l'exploitation et l'oppression de la classe laborieuse par la classe dominante. Ce qu'on entend de nos jours par crise du logement, c'est l'aggravation particulière des mauvaises conditions d'habitation des travailleurs par suite du brusque afflux de la population vers les grandes villes ; c'est une énorme augmentation des loyers ; un entassement encore accru de locataires dans chaque maison, et, pour quelques-uns, l'impossibilité de trouver même à se loger. Et si cette crise du logement fait tant parler d'elle, c'est qu'elle n'est pas limitée à la classe ouvrière, mais qu'elle atteint également la petite bourgeoisie. »



Friedrich Engels, en 1873 — on s'y croirait !

Azeva-Alstom

Dans notre lutte pour l'emploi, deux questions nous sont posées : «Défendons-nous les jardins ouvriers ?» et «Peuvent-ils construire des immeubles juste à côté d'une usine d'incinération ?» Nous en poseront une troisième. Quel rapport entre les luttes ouvrières immédiates et les luttes pour l'environnement ?

Sommes-nous écolos ?



Réunion pour la défense des jardins ouvriers d'Azeva, le 18 septembre

Curieux débat au sein du GDE (Groupe de défense de l'emploi Azeva-Alstom à Saint-Ouen, 93) : défendons-nous les jardins ouvriers ou pas ? Les «contre» ont des arguments : nous sommes un collectif de lutte pour l'emploi, notre plate-forme est claire sur ce point, nous ne pouvons pas nous disperser dans trente-six luttes, le problème c'est la menace de fermeture de l'usine...

Mais rapidement les arguments «pour» l'ont emporté : ce sont les jardins des travailleurs de l'usine, ils sont situés sur le terrain de l'usine, menacés par la même fermeture avec, en face, les mêmes patrons et le même promoteur immobilier qui a racheté le terrain. Bref, ce n'est qu'une partie d'un tout, ce tout étant effectivement notre lutte.

L'ÉCOLOGIE EST-ELLE UN LUXE ? Curieux argument des jardiniers eux-mêmes, se raccrochant – comme le font souvent les travailleurs – à un espoir ayant l'avantage d'inclure l'économie de la lutte. «Ils ne pourront pas construire des immeubles d'habitation juste à côté d'une usine d'incinération d'ordures ménagères». Entre parenthèses : les jardins y sont bien, eux, juste à côté de l'usine d'incinération ! Ou alors, vous voulez dire qu'il est normal pour les ouvriers de «bouffer de la merde», mais qu'à partir d'un certain niveau social, on se soucie de son environnement (à partir du niveau des classes moyennes, auxquelles seraient destinés les immeubles en projet) ?

La question sous-jacente est celle-ci : en tant qu'ouvriers, sommes-nous aussi écolos, ou la défense de l'environnement est-elle le luxe de ceux qui en ont les moyens, qui ont un emploi et un bon salaire, et qui peuvent se soucier en plus de la qualité de l'air, des espaces verts, etc ?

PREMIÈRE VICTIME, ET POURTANT... Théoriquement, l'ouvrier devrait être le premier des écolos, car il est, et de loin, la première victime d'un environnement dangereux, à commencer par celui de son poste de travail. Qui a manié la poussière d'amiante par centaines de kilos ? Qui travaille dans le bruit et la fumée ? Qui utilise régulièrement des produits cancérigènes ? Et qui vit dans des immeubles

anciens avec de la peinture au plomb ? Ou n'a pas les moyens de partir en vacances pour «changer d'air», etc ? Ce ne sont pas les classes moyennes !

Pourtant, les relations entre ouvriers et écolos, ou, plus largement, entre luttes des ouvriers et luttes pour l'environnement sont loin d'être évidentes. Rappelez-vous Metaleurop-Nord ou AZF-Toulouse.

Unanimité pour dénoncer le «patron-voyou» de Metaleurop, mais les travailleurs reprochent aux écolos d'avoir favorisé la fermeture de l'usine en dénonçant sa dangerosité pour l'environnement. Même type de tension entre les travailleurs d'AZF, qui défendent leur emploi coûte que coûte – jusqu'à apprécier le rôle de leur patron dans cette lutte... – et les travailleurs habitant à proximité, et qui pourtant leur tendent la main.

Concrètement, ce n'est donc pas si évident que ça. Il n'est pas inutile de revenir au contenu de fond.

VERTS PARCE QUE ROUGES. Le capitalisme exploite la nature comme il exploite les hommes. Les «contraintes» environnementales sont, comme les «charges» sociales, des «coûts» qui pèsent sur la compétitivité, dans la concurrence, contre le profit. Seul, le point de vue communiste révolutionnaire, anti-capitaliste, va à la racine des problèmes et peut donc faire le lien, dénoncer les mécanismes, dévoiler un système. En ce sens, les écologistes ou autres verts ne luttent pas assez pour l'environnement. Ils en restent à la surface visible des dégâts du capitalisme. Ne voyant pas les causes – le mode de production capitaliste –, ils passent à côté des solutions – le communisme. Et ils n'ont pas alors les bases pour établir un lien pratique avec les luttes ouvrières.

Inversement, ceux pour qui la lutte des ouvriers ne dépassent pas les murs de l'usine restent, au fond, réformistes. Avec un «débouché politique à gauche», ou avec la perspective d'un développement des luttes jusqu'à la «grève générale». Le rôle historique de la classe ouvrière est de changer toute la société. Elle subit déjà toutes les exploitations, à l'usine comme à l'école, dans les loisirs, les problèmes de logement, la désinformation des médias, etc. Si l'ennemi n'est pas le patron mais un système, économique et social, tous les travailleurs, partout, et toutes les luttes, peuvent et doivent s'unir. Il y a même des

possibilités d'alliance avec les classes moyennes.

Nous sommes Verts, dit la plate-forme de VP-Partisan, «Verts parce que rouges» (voir ci-contre). Ecolos parce que communistes. Ouvriers et jardiniers !

Marc Crespin

VERTS PARCE QUE ROUGES

Ces catastrophes (écologiques) ne sont que des conséquences du mode d'accumulation capitaliste, de la domination impérialiste, de la recherche de nouveaux débouchés pour un capitalisme en crise, et de la course effrénée à la compétitivité dans la guerre économique mondiale. Ce n'est nullement le progrès, en tant que tel, qui en est la cause, mais bien les règles du marché, la loi du profit et la concurrence capitaliste.

Le problème n'est pas qu'on touche à la nature, qu'il faudrait en quelque sorte «préserver». L'homme ne s'est-il pas détaché de l'animal précisément en transformant la nature ? La question, c'est que la transformation inévitable de la nature doit être au service des êtres humains, actuels et futurs, et non pas au service de l'accumulation du capital. Seul le bouleversement des règles du jeu économique peut permettre le développement à long terme d'une conception durable, économique, anti-gaspillages, renouvelable... de l'utilisation des ressources de la planète.

(...) Nous nous démarquons à la fois des courants écologistes et alternatifs, qui en restent à la critique des conséquences du nucléaire sans remettre en cause le capitalisme, et des courants «productivistes», comme le PCF ou Lutte Ouvrière, qui parlent du «progrès» en général. Ces derniers défendent le nucléaire de ce point de vue, et considérant qu'il suffit de changer quelques dirigeants à la tête de l'État pour résoudre le problème.

Extraits de notre plate-forme Cahier 3, n°596

Du côté du Medef...

Il est nécessaire de connaître ses adversaires pour comprendre leurs projets pour mieux les combattre. Voici quelques morceaux choisis de la nouvelle Pédégère du Medef, Laurence Parisot.

LES CITATIONS DE LA PRÉSIDENTE

La grande presse nous avait prédit que, Laurence Parisot étant une femme, ça allait mettre de l'huile dans les rouages sociaux, les relations sociales allaient être moins tendues qu'avec l'autre provocateur de Baron Ernest-Antoine Seillière. Voyons voir...

mieux adaptées aux branches, aux entreprises et à leurs salariés.»

Aux parlementaires le blabla démocratique, aux grands patrons d'imposer leur ordre. Démocratie bidon et dictature patronale, les deux faces de la même médaille.

«La vie, la santé, l'amour sont précaires, pourquoi le travail échapperait-il à cette règle ?» (Le Canard enchaîné) Sans commentaire.

Enfin un idéal pour la jeunesse : «Faire surgir, au plus vite, une génération nouvelle d'hommes et de femmes prête à s'engager, comme nous, avec passion et conviction... Ils ont quinze ans aujourd'hui, devenons leurs rêves.»

Attention au réveil !

«La liberté de pensée s'arrête là où commence le Code du travail.»

Autrement dit, le Code du travail (résultat de décennies de luttes sociales), bloque la «libre entreprise». Tout comme le poulailler limite la liberté du renard !

Ernest-Antoine Seillière ne doit pas rougir de sa remplaçante. Dans la continuité, Laurence Parisot veut pousser encore plus loin la dictature de la libre entreprise. Mais, au fait, que devient le Baron (noir) ? Qu'on se rassure ! Il plane aujourd'hui au niveau européen. Ernest-Antoine a pris, le 1^{er} juillet 2005, la tête de l'Unice, l'organisation du grand patronat européen.

Quel jugement portez-vous sur les premiers pas de Dominique de Villepin ? «Le début est encourageant. Le Premier ministre a montré qu'il avait bien identifié le problème majeur du chômage, en insistant sur les très petites entreprises qui ont peur d'embaucher. Souhaitons que la jurisprudence sur les périodes d'essai ne rende pas le contrat nouvelle embauche trop complexe. Ce contrat est une bonne façon d'apprendre aux gens des formes plus mobiles de travail...» (Les Echos, fin juin 05).

Pour en savoir plus sur ce contrat, voir en page 3 de Partisan.

Flexibilité : «Notre capacité à développer nos entreprises et à embaucher est limitée par un droit du travail trop inadapté. Notre code du travail a été pour l'essentiel conçu à une époque où les circuits étaient longs... Nous prendrions des initiatives pour permettre l'émergence d'un droit du travail modernisé...»

On est prévenus : la «modernité» va être régressive !

«Nous devons sortir de l'étroit contrôle du politique. A la loi d'édicter les grands principes d'ordre public, à l'accord entre partenaires sociaux de dire les solutions les

Question des Echos à ce dernier : «Quelle est votre position sur la fameuse directive 'Bolkestein' sur la libéralisation du secteur des services ?»

Réponse du Baron : «L'Unice s'apprête à adresser aux eurodéputés une lettre sur ce texte complexe. Toutes les entreprises européennes insistent sur la nécessité de réaliser le marché intérieur des services... Il faut donc évidemment favoriser la liberté d'établissement et la liberté de prestation de services, selon le principe du pays d'origine, mais avec les règles sociales en vigueur dans le pays de destination, afin d'éviter le dumping social.»

Qui a dit que le Baron n'était pas social ? Selon vous qui l'emportera des «principes des pays d'origine» ou «des règles sociales des pays de destination» ? (La bonne réponse sera gratifiée d'une photo du Baron Noir).

SM

Photo©Daniel Maunoury

Résistance contre la mondialisation et les licenciements, à Alstom-Mannheim



Dans notre Manifeste, «De la résistance à la contre offensive»*, nous notons que «le mal de vivre a prospéré dans les quartiers où se concentre le prolétariat le plus pauvre», «la ruine des populations, le chômage et les révoltes amènent la classe dominante à renforcer le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire, de son État.» Un soit-disant ennemi intérieur est de plus en plus la cible des lois sécuritaires —souvent prises sous des prétextes anti-terroristes — décidées par les gouvernements successifs. Les lois et les discours de Sarkozy suivent la même orientation anti-démocratique et anti-communiste. Le Comité de rédaction

L'État «social» fait place à l'État policier

Extraits du discours de Sarkozy aux préfets, le 9 septembre 2005. Phrases soulignées par nous.

La lutte contre l'immigration irrégulière doit constituer le deuxième axe majeur de votre action. Lors de notre dernière rencontre, je vous ai fixé des objectifs chiffrés, en vous demandant de **procéder, au minimum, à 25 000 éloignements d'étrangers** en situation irrégulière cette année. Je constate qu'à la fin du mois d'août, 12 849 étrangers avaient fait l'objet d'une mesure effective d'éloignement : sur huit mois, 56 % des objectifs ont été atteints. Il vous reste donc cinq mois pour accentuer l'effort... Plus encore qu'une obligation de moyens, c'est une obligation de résultats qui vous est fixée...

Le décret portant création de la police de l'immigration est en cours de finalisation... **Il vous faut aussi ne pas hésiter à utiliser toutes les marges de manœuvre autorisées par la loi.** Elles sont réelles... Je vous demande de **savoir résister aux pressions de tels ou tels «collectifs» ou «coordinations»,** qui ne représentent qu'eux-mêmes.

Je ne sous-estime pas, en particulier, vos préoccupations concernant l'accueil des demandeurs d'asile. Aussi, j'ai décidé que le dispositif d'accueil serait piloté par les préfets de région, qui pourront **proposer à tout demandeur un hébergement dans un département autre que celui où il aura déposé sa demande.**

Il importe de savoir où résident les demandeurs d'asile et le versement des allocations dépendra du respect du lieu de vie désigné.

De nouveaux instruments de gestion des centres seront mis à votre disposition et **2 000 places nouvelles seront créées l'an prochain.** Le régime de l'allocation d'insertion sera aussi modifié, par la loi,

pour vous permettre de refuser son bénéfice aux demandeurs qui auront décliné votre proposition d'hébergement...

Pour faciliter les éloignements, j'ai également décidé **d'accélérer encore le programme de rétention administrative.** Dans les prochains mois, des places de rétention supplémentaires seront ouvertes à Plaisir, Palaiseau, Nanterre,

Rouen-Oissel, Marseille, Toulouse, Paris-Vincennes, Metz, Rennes, Lille, Coquelles, Garchy. Le nombre total de places, qui était de moins de 1000 en juin 2002, atteindra **1800 en juin 2006.** Des crédits importants sont affectés à cet effort...

DES RAFLES A PARIS EN... 2005

Stalingrad le 25 juillet, Strasbourg-Saint-Denis le 28 juillet, Strasbourg-Saint-Denis le 2 août, Belleville le 4 août, Ménilmontant le 9 août, Ménilmontant le 24 août, Porte de Clignancourt le 31 août, Château d'Eau le 1er septembre, Château d'Eau le 6 septembre... Et ça continue. Difficile d'établir une liste exhaustive des opérations policières d'envergure et le nombre d'expulsions d'étrangers qu'elles ont engendré tant elles sont devenues courantes.

Ces opérations ont toutes en commun d'être rendues possibles par des réquisitions du Parquet qui visent, dans un périmètre donné, la recherche d'infractions... Ainsi, dans le périmètre bouclé, les forces de police peuvent contrôler toute personne s'y trouvant sans motif. En pratique, ce sont toujours des quartiers à forte population d'origine immigrée qui sont visés et les contrôles aux faciès y deviennent la règle... Tous ceux qui n'ont pas «une tête de Français» peuvent être arrêtés, n'importe où : au café, à la sortie d'un taxiphone, chez le coiffeur, le boucher, en bas de chez soi...

Ces méthodes font voler en éclat les règles protectrices qui encadrent le contrôle d'identité, et permettent le contrôle au faciès en toute impunité... Extrait d'un communiqué de la CIMADE du 15 septembre 2005

LIBÉREZ ANGELO ET SES CAMARADES

Dès 6 heures du matin, le 19 juillet 05, cinq policiers en civil de la DNAT (Division Nationale Antiterroriste), armés et équipés de gilets pare-balles arrache la serrure et défonce la porte de l'appartement. Les présents sont jetés à terre et menottés

Ils viennent arrêter Angelo D'Arcangeli, sur ordre de la commission rogatoire du juge Thiel, dans le cadre de l'enquête sur le (nouveau) Parti communiste italien*. Deux de ses membres, Maj et Czeppel, sont déjà incarcérés à la Santé et à Fleury Mérogis.

Angelo D'Arcangeli, 21 ans, a été mis en examen pour «association de malfaiteurs» et placé en détention provisoire à la maison d'arrêt de Fresnes.

Il est accusé d'avoir entretenu des liens avec les militants italiens Maj et Czeppel réfugiés en France parce qu'ils subissaient la répression de Berlusconi. En 2005, à la demande des autorités italiennes, la police française les arrête. Libérés (le dossier d'accusation est vide) après un an de prison, ils seront mis en résidence surveillée. Quelques mois après, ils décideront de reprendre la clandestinité. De nouveau arrêtés le 26 mai 2005, ils sont dans l'attente de leur procès avec un dossier inexistant mais accusés d'association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste. Leur seul crime est de vouloir développer leurs idées et de fédérer les forces de la gauche communiste.

L'arrestation d'Angelo sera motivée par ses relations avec ces deux camarades non



condamnés (puisque innocents). C'est donc un pas de plus dans l'illégalité de la répression menée par l'État français, commencée par l'État italien. Sous le prétexte fallacieux de terrorisme, tous les abus sont permis et il suffit d'être en relation avec l'ami d'un ami communiste pour être inquiété. Rien d'étonnant à ce que l'État s'en prenne aux étudiants contestataires, aux syndicalistes résistants, aux ouvriers grévistes, aux militants altermondialistes, en fait à tout ce qui bouge et ne rentre pas dans le rang.

Ceux qui, avec raison, ont voté NON à la Constitution européenne n'ont peut-être pas pensé à cet aspect politique de l'Europe où certains pays interdisent le communisme, où la répression des idées et des militants se fait plus ou moins ouvertement, où le prétexte antiterroriste largement employé permet une entente européenne pour écraser toute velléité de révolte.

* Le (nouveau) Parti communiste italien est une organisation marxiste-léniniste italienne, dont l'objectif est de reconstruire un parti communiste qui puisse correspondre aux intérêts de la classe ouvrière, et la représenter, puisque les «vieux» partis communistes ne remplissent plus ce rôle.

Communistes, militants, démocrates, nous appelons à la mobilisation pour que cesse cette répression, et pour la libération immédiate d'Angelo d'Arcangeli. Envoyer des messages de solidarité, tant personnels qu'officiels aux prisonniers politiques. VENEZ À LA RÉUNION PUBLIQUE LE 22 OCTOBRE

[voir notre agenda en dernière page]

GIUSEPPE MAJ—285 180 2° DIVISION 142—MAISON D'ARRÊT DE LA SANTÉ

42, RUE DE LA SANTÉ—75 014 PARIS—FRANCE

GIUSEPPE CZEPPEL—340 658 F BÂTIMENT 2D—MAISON D'ARRÊT DE FLEURY-MÉROGIS

7, AVENUE DES PEUPLIERS—91 705 FLEURY MÉRIGIS—FRANCE

ANGELO D'ARCANGELI—920 040—MAISON D'ARRÊT DE FRESNES

ALLÉE DES THUYAS—94 261 FRESNES CEDEX—FRANCE

UNE LECTRICE EN PRISON NOUS ÉCRIT

(Extraits) Chers camarades, après 3 ans «d'instruction» sans même presque comparaitre devant le juge, notre dossier a été clos définitivement le 13 juillet. Étant donné les circonstances de notre arrestation et le cadre politique qui l'a entouré, de même que celui du procès qui se prépare, il nous a semblé convenable de faire cette Déclaration. Une forte embrassade révolutionnaire, Fina.

Josefina Garcia Aramburu—902670 P/C154 1 MAF—Allée de Thuyas—94261 Fresnes Cedex France

DÉCLARATION

«Nous sommes communistes, pas terroristes !!

Communistes et antifascistes espagnols arrêtés à Paris en juillet 2002, nous sommes en prison préventive depuis 3 ans. Trois ans isolés, empêchés de communiquer sans pouvoir nous défendre des accusations fausses et pourries dont nous sommes victimes...

On ne peut prouver ce qui n'existe pas. Comme tout le monde le sait, le Parti Communiste d'Espagne (reconstruit)—PCE(r), et le Groupe de Résistance Antifasciste du Premier Octobre (GRAPO) sont deux organisations distinctes... Les GRAPO sont une organisation armée. Le PCE (r) est un parti politique ouvrier, communiste, dont les activités ne sont que politiques...

Aucune des circonstances [liées à l'interdiction de partis en Espagne par le

gouvernement Aznar] n'est considérée par le juge Bruguière. Il n'est pas intéressé par le fait que, en 30 ans d'histoire, le PCR (r) n'a jamais été condamné pour terrorisme... Malgré le vide de la procédure, il n'a pas retiré les accusations, ni n'a décrété notre mise en liberté immédiate. Bien au contraire : dans ses conclusions finales, il a reproduit point par point les termes de son mandat de dépôt...

Il faut continuer à dénoncer la criminalisation du Parti et des autres organisations démocratiques et en finir avec la Loi interdisant des partis. Il faut manifester contre le procès des communistes, antifascistes, indépendantistes, démocrates et solidaires. Il faut soutenir les prisonniers politiques plus que jamais...» Extraits de la Déclaration signée par les militants du PCE (r) incarcérés

Mouvement lycéen

VOIE PROLÉTARIENNE-PARTISAN A SIGNÉ CETTE DÉCLARATION :

Non à la répression du mouvement lycéen.

Amendes de plusieurs milliers d'euros, peines de travail d'intérêt général (TIG), prison ferme ou avec sursis, telles sont les réponses de l'institution judiciaire à un mouvement social qui a osé remettre en cause la loi du ministre Fillon... Au Mans, c'est de la prison ferme qui a frappé deux personnes pour des «dégradations» et des «jets de projectiles». À Paris, Samuel a été condamné à 5 mois de prison avec sursis et 500 euros d'amende pour un crachat... Quelques jours plus tard, Adrien et Salah ont été condamnés chacun à 2500 euros d'amende et de dommages et intérêts pour s'être introduits dans un lycée et y avoir prétendument blessé un proviseur, alors qu'ils n'étaient pas désignés comme ses agresseurs, mais comme des meneurs du mouvement ! D'autres procès (première instance ou appel) se dérouleront à Paris, le 22 septembre et le 13 octobre.

Il est clair pour nous que ce ne sont pas des «actes délictueux» qui sont jugés, mais bien un mouvement social tout entier, dont la répression policière n'avait pu venir à bout.

Nous exigeons :

- L'amnistie des faits reprochés aux lycéen(ne)s et aux autres personnes impliquées dans le mouvement contre la loi Fillon
- L'abandon de toutes les poursuites judiciaires
- Le retrait des plaintes déposées par des agents de l'État
- L'effacement des sanctions disciplinaires et des brimades administratives (notamment refus de réinscriptions) contre des lycéen(ne)s.

Soutien financier à l'Ordre de CDPE Paris – Souscription soutien Lycéens,

à envoyer à : FCPE Paris, 14 rue d'Astorg, 75008 Paris

Contact: comite.soutien@laposte.net

GRÈVE CONTRE L'EXPULSION D'UN ÉLÈVE SANS-PAPIER

Vendredi 16 septembre, de nombreux profs et élèves du lycée Feyder d'Epina-sur-Seine se sont mis en grève pour tenter d'empêcher l'expulsion de Guy, élève sans-papier camerounais. Alors que les jours précédents, de nombreux profs semblaient peu s'intéresser à la situation, la mobilisation a été un succès. Le lendemain, le rassemblement devant le centre de rétention de Roissy a réuni une centaine de personnes : profs et lycéens de Feyder mais aussi d'autres lycées du 93, des militants de RESF*, Sud Education, du SNES, de la LDH, de la FCPE, du Mrap, de SOS Racisme... Et dimanche 18 à l'aéroport, une cinquantaine de personnes à nouveau rassemblées a pu éviter son embarquement à bord de l'avion qui devait l'expulser de France en appelant par tract les passagers à s'y opposer. Enfin, une grève du lycée le 19 et une manif devant la préfecture imposeront la libération de Guy. Nous saluons ce succès. **NON À L'EXPULSION DES SANS-PAPIERS ! RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS SANS CONDITION !**

* Réseau Education Sans Frontière (voir Partisan n°195) coordonne les mouvements de défense des élèves sans-papiers.

Les autorités répriment les maoïstes

Le 24 décembre 2004, des maoïstes de Chine ont été condamnés à trois ans de prison. Le 9 septembre 2004, quatre maoïstes avaient été arrêtés à Zhengzhou, à l'occasion du 28^e anniversaire de la mort du président Mao Zedong, pour avoir distribué des tracts dénonçant la restauration du capitalisme en Chine et appelant à un retour «à la voie socialiste». Deux des militants, Zhang Zhengyao, 56 ans, et Zhang Ruquan, 69 ans ont été déclarés coupables de la rédaction des tracts et condamnés à l'emprisonnement. L'affaire a suscité un grand nombre de messages de solidarité en Chine.

Ces dernières années, de nombreuses personnes de Zhengzhou se rassemblent dans le parc de Zijinshan pour rendre hommage à la mémoire de Mao en posant des gerbes de fleurs et en lisant des poèmes. Chaque année, la police est massivement présente, ce qui conduit invariablement à des incidents, et à des arrestations. Cette année encore, un habitant, Zhang Zhengyao, a été arrêté par des policiers en civil alors qu'il distribuait des tracts dont le contenu a été jugé «infamant et subversif par nature». Ce que Zhang diffusait était un texte commémoratif titrant «Mao pour toujours notre leader», spécialement écrit pour cette occasion et que vous pouvez lire ci-contre. Trois autres personnes ont été impliquées dans cette affaire. Wang Zhanqing pour avoir imprimé les tracts, Zhang Ruquan et Ge Liying, la femme de Zhengyao, ont été placés sous surveillance judiciaire, Zhang Ruquan pour avoir écrit le tract et Ge Liying pour l'avoir envoyé à un site internet maoïste «Le Drapeau de Mao Zedong».

L'incident a tout d'abord été peu relaté, même dans les cercles de gauche en Chine. Zhengzhou a la réputation d'être le berceau du maoïsme radical en Chine. Les protestations ouvrières les plus radicales s'y sont déroulées. L'affaire a commencé à faire du bruit durant le procès. De nombreux sites internet de gauche ont rapporté l'affaire, publié le texte intégral distribué par les militants. C'est maintenant une affaire célèbre pour la gauche radicale chinoise. Interdit au public, le procès s'est déroulé à huis clos. Des gens venus de toute la Chine ont essayé d'assister au procès pour exprimer leur solidarité, mais sans succès. Les «subversifs» ont été condamnés à trois ans de prison. Une pétition pour leur libération immédiate circule*. Un lecteur, d'après Monthly Review



En haut, ouvriers portant un portrait de Mao à la tête d'une manifestation, à Liaoyang.
En bas, des paysans à la recherche d'un travail.



TROIS ANS DE PRISON POUR CE TRACT :

EN COMMÉMORATION DU 28^e ANNIVERSAIRE DE LA DISPARITION DE MAO ZEDONG

Vingt huit ans ont passé depuis que le président Mao nous a quittés. Durant ces vingt-huit dernières années, les forces réactionnaires, conduites par les partisans de la voie capitaliste dans notre parti, ont usurpé les pouvoirs du parti et de l'État et se sont partagés les recettes de l'État. Dans le même temps, ils ont répandu leur venin contre Mao Zedong et l'héritage socialiste. Ils ont fait leur possible pour attaquer et salir Mao Zedong, par l'utilisation de résolutions du parti, la publication de documents et rapports officiels, la publication d'articles et d'éditoriaux dans les médias officiels ; ils ont développé rumeurs et ragots à travers leurs mémoires et des interviews avec des journalistes étrangers.

MAO, DIRIGEANT DU PEUPLE CHINOIS. Mais la grande majorité du peuple chinois, qui représente 95% de la population, et en particulier les ouvriers et les paysans se tiendront toujours du côté de Mao Zedong. Sous la direction de Mao Zedong, servir le peuple était le précepte fondamental guidant le travail du parti, du gouvernement et de l'armée. Il a personnellement indiqué à tous les membres du parti, à tous les cadres, de toujours défendre la ligne de masse et de se tenir aux côtés des 95% du peuple ; il a toujours défendu que «*défendre la ligne de masse est un principe fondamental du marxisme*». Tout au long de sa vie jusqu'à son dernier souffle, il s'est battu pour la libération du peuple.

À travers ses expériences directes, le peuple chinois a réalisé qu'il était lié à Mao Zedong dans les bons moments comme dans les mauvais, dans les victoires comme dans les défaites. Avec Mao Zedong comme dirigeant, le peuple chinois était le maître du pays et jouissait de droits démocratiques inviolables. Il vivait une vie heureuse, confiante, et optimiste dans les jours meilleurs à venir.

Mais après la mort de Mao Zedong, la classe ouvrière de Chine a été assommée par la bourgeoisie, les travailleurs n'étaient plus les maîtres du pays. Dans cette nouvelle société du «socialisme à la chinoise», l'argent signifie pouvoir et statut social, alors que le peuple travailleur a été conduit à une pauvreté abjecte.

Les travailleurs ont perdu leur statut social et tous les droits acquis précédemment. Ils ne sont plus considérés comme des travailleurs socialistes mais contraints de vendre leur force de travail pour survivre, ils sont devenus des marchandises pouvant être achetées librement par les capitalistes.

EXPLOITATION ET SOUFFRANCE. Une partie des travailleurs travaille dans les soi-disant entreprises d'État, mais le terme «entreprises d'État» signifie entreprises

capitalistes, car l'État tout entier est la propriété de la classe capitaliste.

Les travailleurs ne travaillent plus pour eux-mêmes mais pour créer de la plus-value pour la classe capitaliste. Une autre partie des travailleurs est, dans les faits, devenue esclave des grands et petits capitalistes. Elle souffre d'une exploitation et d'une oppression toujours plus cruelle. De plus, des centaines de millions d'ouvriers et de paysans sont victimes de licenciements et forcés à l'immigration, vivant au jour le jour, toujours sur la route, cherchant du travail, luttant pour survivre. Le travail est devenu le seul moyen de survivre pour eux et leurs familles. Le travail n'est plus un droit garanti. Ils ont été privés du droit d'envoyer leurs enfants à l'école, de se soigner, du droit à la retraite, de participer aux activités culturelles, sportives et récréatives, privés du droit à la justice par la marchandisation de l'école, de la santé, de la culture, du sport et de la justice. Le gaspillage des ressources et la pollution sont directement dues au développement rapace des capitalistes, les travailleurs y ont perdu le droit à la nourriture saine, à l'eau potable et à l'air pur. La pauvreté les conduit aux pires souffrances.

SOCIALISME À LA CHINOISE=CAPITALISME.

Il est risible de voir ceux qui s'opposent à Mao Zedong faire un bilan de Mao Zedong. Bilan officiel rejeté catégoriquement par le peuple. «La fièvre Mao Zedong» qui existe actuellement en Chine réfute de manière éloquentes les deux résolutions «officielles» tirant le bilan de Mao Zedong. Elles sont inacceptables aux yeux du peuple chinois et des peuples du monde entier comme le sont Deng Xiaoping et Jiang Zemin qui se présentent comme les architectes des réformes chinoises. La pratique historique et les réalités sociales de ces 28 dernières années ont ouvert nos yeux et développé notre conscience de classe sur le fait que les éléments bourgeois dans le parti sont la tête et la colonne vertébrale de la classe bourgeoise chinoise... Regardez ce qui se passe depuis 20 ans ; les grands et petits tenants de la voie capitaliste dans le parti et les membres de leurs familles sont tous devenus millionnaires parfois milliardaires. Qui peut prétendre que leurs discours sur le socialisme ne sont pas des mensonges ? Ce qu'ils veulent réellement c'est le capitalisme, parce que seul le capitalisme leur amène des profits plus grands.

Ils sont les ennemis du socialisme et du peuple.

REVENIR À LA VOIE SOCIALISTE. Malgré tout, nous ne devons pas oublier que le Parti Communiste Chinois a été fondé par Mao Zedong et a une longue tradition révolutionnaire. C'est un parti qui a lutté résolument contre le révisionnisme

khrouchtchevien et conduit la Révolution Culturelle. Et assurément, comme il y a des tenants de la voie capitaliste dans le parti, il y a certainement des tenants de la voie socialiste, aux échelons de base en particulier. Parmi les membres de base du parti, chez les cadres de niveaux inférieurs, beaucoup rejettent les dirigeants révisionnistes dans le parti. Ils veulent voir le parti changer sa ligne actuelle et revenir à la voie socialiste. Certains se sont exprimés ouvertement pour un changement de direction, d'autres craignent pour eux-mêmes et leurs familles et taisent leurs opinions. Nous sommes convaincus que les contradictions de classe vont s'accroître en Chine avec la poursuite des privatisations de la clique révisionniste, et que les masses vont intensifier leur lutte à une échelle supérieure. Avec le développement des contradictions et des luttes de masse dans le pays, les gens dans le parti, le gouvernement et l'armée qui ont compris la vraie nature du révisionnisme conduiront une lutte résolue contre lui et rejoindront les rangs de la classe prolétarienne pour porter haut le drapeau de Mao Zedong et assumer le combat pour le socialisme en Chine.

Aussi longtemps que les classes et la lutte des classes existeront dans le monde, Mao Zedong sera pour toujours le dirigeant des classes opprimées et exploitées.

La lutte du peuple est la source intarissable de notre confiance et de notre force.

Traduction abrégée du tract
sous-titres du comité de rédaction

NOTE DE LA REDACTION

Ce tract est un événement important. Il témoigne concrètement de ce qu'est «le socialisme à la chinoise» et de l'existence de travailleurs sachant analyser et caractériser ce qu'ils subissent. La «fièvre Mao Zedong» dont parle le tract est clairement une opposition au régime. La transition au socialisme, conduite par Mao, ne fût pas «un dîner de gala», la lutte entre voie socialiste et voie capitaliste commença dès la prise du pouvoir, pour culminer dans la Révolution Culturelle, en 1966, contre les «responsables du parti engagés dans la voie capitaliste». Ces responsables, qui l'ont emporté contre Mao et la gauche en 1976, dominant, depuis lors, dans le Parti communiste chinois, un parti devenu celui de la nouvelle bourgeoisie. C'est pourquoi il est illusoire de croire que du parti actuel, de l'État ou de l'armée, pourrait jaillir une force qui dirigera «le combat pour le socialisme en Chine».

* PARTISAN a signé cette pétition sur : www.zzpetition.org

L'entrée du syndicat policier Sud Intérieur dans le Groupe des 10 Solidaires a provoqué des débats parmi les militants syndicaux des syndicats Sud. Leur prise de position contre la répression des lycéens en juin dernier a aussi fait débat dans le collectif de soutien aux lycéens. Ce nouveau venu dans le paysage syndical policier a de quoi nous poser des questions.

SUD-Intérieur : des policiers progressistes ?

Cet article est le produit de la réflexion d'un militant de Voie Proletarienne, mais ne constitue pas la position de notre organisation sur Sud Intérieur.

Voici comment commence la «Charte du policier SUDiste», écrite à la fondation de Sud Intérieur. «En rejoignant SUD-Intérieur et le Groupe des 10 Solidaires, je rejette les égoïsmes corporatistes pour un syndicalisme de lutte et de résistance, ayant pour double objectif :

– la défense des revendications des salariés,
– la transformation sociale et sociétale.

Jadhère aux valeurs historiques du mouvement ouvrier et aspire à l'élimination universelle de toute forme d'aliénation, d'oppression professionnelle, individuelle ou nationale.

Ma démarche syndicale, indépendante des dogmes politiques ou philosophiques, se veut en opposition fractale à toute idéologie totalitaire et globalisante, raciste ou nationalitaire.

L'esprit de mon engagement est laïc, démocratique, rétif à tout bureaucratisme.

Je me bats pour l'extension maximale des libertés de chacun(e), seule garantie réelle de l'émancipation de tous(tes).

Je suis solidaire de tout(e) salarié(e) comme de tout(e) travailleur(se) indépendant(e) ne vivant pas de l'exploitation des autres ainsi que, bien sûr, de tout exclu(e) ou précarisé(e).

Je désire la plus complète égalité entre femmes et hommes, entre Français et Etrangers de tous statuts.»

Créé en 2000, ce nouveau syndicat dans la police est entré par la petite porte au G10 en 2002, par l'intermédiaire de Sud Collectivités Territoriales (Sud CT).

L'avis des autres syndicats Sud n'a pas été sollicité, et malgré les protestations de plusieurs syndiqués, notamment dans Sud Education, la décision d'accepter Sud Intérieur parmi les «Sud» n'a donc pas été démocratique.

Quelque soit la petitesse de Sud Intérieur, il fait parler de lui, pas seulement au G10, mais aussi dans le «mouvement social» : des communiqués de soutien aux sans-papiers (en novembre 2002), et aux lycéens victimes de la répression policière en juin dernier.

DES POSITIONS PROGRESSISTES... On peut être surpris par l'intellectualisme des textes de Sud Intérieur («transformation sociétale», «fractale», «nationalitaire»). Toutefois, si on ne s'y arrête pas, leurs prises de position sont beaucoup plus progressistes que bien des syndicats. Leurs démarcations sur les questions du racisme, des inégalités hommes-femmes, des luttes des travailleurs contre l'exploitation – si elles sont sincères – sont particulièrement avancées par rapport au milieu policier dans lequel Sud Intérieur évolue *. Dans d'autres textes, on notera leurs prises de position contre le corporatisme («nous appelons, tout policier désireux de reconstruction syndicale à nous rejoindre, dès aujourd'hui, à SUD-Intérieur où policiers – actifs, administratifs, ouvriers d'Etat, techniciens, scientifiques – militeront»), sur les plus gros points noirs de l'Histoire de la police («Nous appelons à la constitution d'un syndicalisme militant et

renouvelé, désireux d'une police [...] consciente, assumant son histoire : Vichy, 17 octobre 61, Malik Oussekiné...»), mais qu'entendent-ils par là ?) et sur la logique policière du gouvernement (contre le «tout sécuritaire paranoïaque et réducteur»). Leur soutien aux sans-papiers est aussi tout à fait inhabituel pour des personnes de la police («SUD-Intérieur appelle [...] à une régularisation massive, généreuse et nécessaire»), et peut-être encore plus leur soutien aux lycéens victimes de la répression, puisque Sud Intérieur condamne alors les agissements de la police elle-même («Une fois de plus, SUD Intérieur condamne les politiques répressives du gouvernement et demande la réouverture du dialogue sur une véritable école laïque, publique et gratuite pour tous. SUD Intérieur condamne l'emploi des forces de police pour réprimer un mouvement social, qui plus est composé de jeunes gens et non pas de dangereux criminels»).

...ET DES LIMITES GRAVES ! Mais toutes ces positions progressistes ne font pas pour autant de Sud Intérieur un syndicat de lutte de classe, et loin de là ! Leur combat essentiel est pour un «service public fort», comme pour beaucoup de syndicats, ce que nous critiquons déjà à Partisan. Or ce qui est plus particulier et inquiétant, c'est que, pour Sud Intérieur, la police fait bien sûr partie du «Service public». Les policiers de Sud Intérieur se «considèrent comme un(e) travailleur(se) de la sécurité au bénéfice de tous». Qu'ils le souhaitent individuellement, soit ! Mais ils prétendent «tirer leur légitimité de la République, [...] de la volonté du Peuple dont ils défendent par leur métier les acquis politiques et sociaux», ils répandent l'idée que c'est ce que font la majorité des policiers : «l'ensemble des fonctionnaires de police qui, chaque jour, accomplissent difficilement leur mission de service public, dans le respect des personnes et envers une 'haute hiérarchie' moins soucieuse de la sûreté du peuple que de celle des puissants». Et en toute logique, leur projet, leur perspective, c'est non pas de détruire la police capitaliste, mais de la réformer en une police non «manipulée» qui deviendrait alors réellement au service du peuple. Sud Intérieur reprend ainsi entièrement le verbiage républicain qui consiste à faire de l'État l'émanation du peuple, alors que l'État est l'instrument fondamental de la domination capitaliste sur la société. Et la police en est justement un des bras armés, pas du tout au service du peuple !

Ce manque d'indépendance vis-à-vis de l'État limite grandement leur adhésion «aux valeurs historiques du mouvement ouvrier» !

EST-CE MALGRÉ TOUT POSITIF ? On comprend alors les raisons pour lesquelles les militants les plus à gauche des syndicats Sud ont dénoncé l'entrée de Sud Intérieur dans le G10. Ces militants désirent faire des Sud des syndicats indépendants de l'État, des syndicats de lutte de classe. Force est de constater que les Sud sont de ce point de vue sur la mauvaise voie.

Le rejet catégorique du communiqué de Sud Intérieur, en soutien aux lycéens, par

le collectif lycéen lui-même, pouvait plus étonner. «Le collectif ne peut accepter ni participation, ni soutien d'une organisation dont les membres ont comme fonction sociale la surveillance et la répression des mouvements sociaux», surtout lorsqu'on sait que le soutien d'un membre de l'UDF a par ailleurs été accepté. Mais cette position un peu gauchiste dénote la haine anti-policrière présente de façon légitime dans les milieux populaires et lycéens.

Ainsi d'un côté, des militants syndicaux accueillent Sud Intérieur avec des positions «droitières» faites d'illusion sur la mission de service public de la police, et

de l'autre, des militants d'extrême-gauche le rejettent catégoriquement avec des positions gauchistes, niant la possibilité d'un courant progressiste au sein des policiers – aussi minoritaire soit-il. Rares sont ceux qui, entre les deux, prennent leurs distances par rapport aux limites de Sud Intérieur tout en leur reconnaissant un caractère positif dans la situation actuelle.

Or il faut noter que, dans la perspective révolutionnaire qui est la nôtre, l'apparition de Sud Intérieur, avec ses positions plus progressistes que les autres syndicats policiers, semble être une évolution positive. Aucune révolution ne se fait sans

qu'une partie (en général minoritaire) de la police de l'État capitaliste ne se tourne vers le camp des travailleurs ! La prudence vis-à-vis de ce nouveau syndicat doit bien sûr être de mise, et la critique de leurs positions fortement erronées doit être abondante, et sans concession.

Mais leur condamnation unilatérale serait gauchiste.

Marc Roux

* LUNSA Police et le SNPT (qui ont d'ailleurs plus ou moins fusionné) ne prennent pas de telles positions et se battent exclusivement pour la défense des policiers.

UN TRACT DIFFUSÉ PAR PARTISAN



Où va la CGT ?

C'est quoi « l'emploi industriel » ?
C'est quoi « la croissance » ?
C'est quoi « du pays » ?

Comment comprendre un mot d'ordre aussi peu syndical :
« Développer l'emploi industriel c'est favoriser la croissance du pays » ?
On croirait entendre Chirac ou JL. Beffa, PDG de Saint-Gobain ! Pourquoi pas « Vive le capitalisme industriel à la française » ?

La CGT doit défendre l'intérêt des travailleurs, et rien d'autre !

Quant à l'industrie et aux choix économiques, ce que nous voulons c'est une autre société fondée sur la solidarité et la coopération (et pas la concurrence et la guerre économique), sur la réponse aux besoins de tous (et pas aux profits), sur l'écologie et la santé (et pas le gaspillage, la pollution ou l'amiante), sur la priorité aux travailleurs (et pas à la production et à l'exploitation). Ce ne sont pas des choix « idéologiques », mais des choix économiques et sociaux portés par des choix politiques, et un véritable pouvoir de classe.

Le capitalisme ne nous propose que barbarie, on le voit tous les jours à la télé. N'avons-nous vraiment rien d'autre à proposer qu'un capitalisme « industriel » mais toujours précaire, flexible et misérable ?

Partisan

Les postiers du centre de tri de Bordeaux-Bègles étaient en grève pour lutter contre les restructurations et la suppression de 40 emplois, en mai dernier. Profitant d'un CHS-CT le 26 mai dernier, ils demandent des comptes à la direction présente. Dès ce moment, ce sont 14 délégués du centre de tri, militants CGT, SUD et CNT, les plus actifs qui se retrouvent accusés de séquestration, menacés de révocations, avec des poursuites pénales. De plus, la direction n'a pas hésité à faire intervenir le GIPN dans le centre. La direction de la Poste qui veut liquider 60 000 emplois au niveau national, tient là un exemple et demande la révocation des délégués qui pratiquent la lutte de classe.

Criminalisation de l'action syndicale

Les 7 et 8 juillet, à Paris se tient le conseil de discipline national. Le premier jour environ mille grévistes sont présents, le lendemain environ cinq cents. Voie prolétarienne distribuera un tract contre le «dialogue social de classe» faisant un parallèle entre les sanctions prises contre les travailleurs de Daewoo Nancy ou contre les lycéens et les politiciens de droite ou de «gauche» qui soutiennent la guerre économique cause de licenciements et de misère.

SIX AGENTS EXCLUS.

Les six agents seront exclus pour une durée allant de trois mois à deux ans. On peut rappeler que ces délégués ne percevront aucun salaire durant toute la durée de leur peine. Une collecte a été organisée afin de les soutenir.

COMMISSION PARITAIRE = JUSTICE DE CLASSE.

Ces conseils ne sont qu'une instance consultative où se retrouvent face à face, quatre délégués syndicaux et quatre membres de la direction.

C'est souvent le chantage envers les délégués : si vous ne votez pas avec nous une sanction, c'est la peine maximale (dans ce cas : la révocation). Souvent, tout dépend de la période et du rapport de forces. Il faut bien reconnaître que celui-ci n'était pas à la hauteur.

De plus, suite à la sanction – deux ans d'exclusion, le secrétaire de la section CGT de Bordeaux-CTC écrira une lettre d'excuse, le 13 juillet, au Directeur régional de La Poste ainsi qu'aux quatre cadres qui prétendent avoir été séquestrés.

Cette lettre «fait appel à la clémence que j'ai pu apprécier dans d'autres circonstances». Et elle va plus loin : «Certes, nous sommes souvent critiqués, voire conspués par des personnels de nuit encore sous l'impression d'une position radicale, (...) toute la CGT restera sur sa ligne de conduite de syndicat responsable...»

La «responsabilité» de la direction de la

CGT-PTT la poussera à refuser de voter toute sanction contre un seul militant CGT, alors que ce délégué demande que l'on vote la sanction demandée (deux ans fermes d'exclusion).

Ce n'est pas parce que la direction CGT retrouvait soudainement une attitude de lutte de classe, mais parce que si la sanction demandée n'était pas votée conjointement par les syndicats, la révocation se serait appliquée ! De plus, justement, ce délégué, membre de LO, gênait beaucoup la direction CGT. D'un seul coup, la direction CGT aurait eu un martyr et un gêneur en moins. Manque de chance pour la direction CGT, des militants avertis étaient prêts à ne pas laisser faire cette forfaiture.

Une autre solution serait, si l'on veut aller jusqu'au bout, de ne pas participer aux élections des CAP et ainsi de ne pas avoir à siéger. Mais beaucoup de choses dépendent de ces élections, finances, détachements syndicaux... On ne peut avoir le beurre ET l'argent du beurre.

LA LUTTE CONTINUE.

Les 18 et 19 juillet à Bordeaux, les sept derniers fonctionnaires passeront en conseil de discipline régional. Ceux-ci auront des sanctions moins lourdes, de six mois fermes de suspension à des déplacements d'office. Le contractuel, membre de la CNT, se verra le seul licencié pour «faute grave». On peut rappeler que la direction de La Poste ne cesse de

dire et d'écrire qu'un «statut de fonctionnaire ou de CDI c'est du pareil au même». Mensonge et menace directe à tous les contractuels de La Poste qui représentent aujourd'hui un tiers des 310 000 postiers. Les cadres dirigeants «séquestrés» eux, se portent bien, ils auront sûrement, d'ici peu de temps, une promotion.

Pour les syndicats et les travailleurs, les choses ne sont pas terminées, des recours juridiques sont déposés. SUD-PTT en a déjà gagné deux. La Poste a quand même reculé, les révocations ne sont pas passées, la solidarité financière s'organise, et la direction n'en a pas fini avec la lutte des travailleurs.

Mais, comme nous le disions dans notre tract VP, «il faut un parti pour organiser les luttes, mais surtout pour tracer un avenir, nous redonner l'espoir, à la lumière des expériences (et des échecs) du passé. Un parti pour nous éduquer, les jeunes avant tout, afin de réapprendre l'histoire du mouvement ouvrier, de l'économie politique, de la philosophie qui ont tendance à disparaître dans l'oubli. Les seules armes des travailleurs sont dans la connaissance et dans l'organisation. C'est à cela que VP-Partisan travaille.

Aujourd'hui, non aux sanctions contre nos camarades de Bordeaux ! Demain, c'est toute la société qu'il faut changer !»

Un militant VP

dialoguez avec



LA POSTE

NE TOMBEZ PAS MALADE LA NUIT ! CHRONIQUE ORDINAIRE D'UNE NUIT AUX URGENCES

Après une opération considérée comme bénigne (arrachage de dents de sagesse) les malades retournent généralement chez eux après une journée d'hospitalisation. Mais la nature a ses raisons qui font que les choses ne se passent pas comme prévu. Et alors là, tout se complique.

Dans la deuxième ville de France, aucun dentiste de garde, pas de SAMU dans cette spécialité, il ne reste que les urgences. Et comme les urgences des hôpitaux voisins ont disparu, il faut se rendre dans un grand hôpital situé à plusieurs dizaines de kilomètres. Encore faut-il avoir un véhicule.

Aux urgences, nous nous retrouvons en compagnie de quarante autres infortunés, qui attendent que le seul médecin de garde puisse laisser cette mamie qui est entre la vie et la mort pour s'occuper des autres.

Après un bref mais sympathique entretien avec un infirmier, nous voilà installés confortablement dans un couloir très bien éclairé, la malade sur un lit sans couverture, les accompagnants debout sans même une chaise pour s'asseoir. Et là commence l'attente : moments partagés

dans la fatigue, la souffrance, l'angoisse, la colère et l'impuissance. Et, nous disent les infirmières, c'est comme ça toutes les nuits.

N'acceptons pas d'être ainsi traités. Ne nous taisons pas. Réclamons des soins décents, des docteurs en quantité suffisante, des conditions d'accueil correctes pour les malades et leurs familles. Chaque jour, nos conditions de vie, et celles des nôtres, se dégradent. Apprenons à dire non, chaque fois que c'est possible, en faisant connaître notre colère aux directeurs des hôpitaux. Participons à tout ce qui s'organise sur cette question. Ce n'est pas une fatalité. De l'argent il y en a. Prenons-le pour que les soins soient donnés dans de bonnes conditions.

Et puis, rêvons ensemble d'une société où les malades seront bien reçus, avec les meilleurs soins, dans un monde où les besoins du peuple seront la priorité absolue. Cette société s'appelle le socialisme et elle peut devenir réalité, à nous de la faire naître.

Une militante VP

À COMMANDER À NOTRE BP

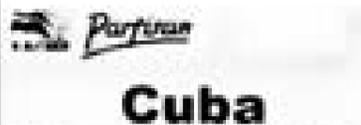


Une brochure **Partisan** 2 euros

À COMMANDER À NOTRE BP

CUBA : LA REVOLUTION EST BIEN LOIN...

AU SOMMAIRE :
—CUBA N'EST PAS UN PARADIS TROPICAL POUR LES OUVRIERS (ARTICLE REPRIS DE PARTISAN JUIN 2005, ENRICHI ET REMANIÉ)—INTERVIEW DE Z., OPPOSANT PROFESSEUR D'ESPAGNOL—INTERVIEW DE RAUL RIVERO, POÈTE ET JOURNALISTE D'OPPOSITION



La révolution est bien loin...

Une brochure **Partisan** 2,50 euros



DIFFUSEZ
Partisan
FAITES LIRE
Partisan

Argentine

Le mois dernier, paraissait un article sur «The Take». Un film sur les récupérations d'usine par leurs ouvriers, en Argentine. Depuis, nous avons rencontré Christian Moya, un jeune délégué de l'usine Zanon venu en France en même temps que la sortie de «The Take». Nous avons aussi vu «Recuperada¹», un film indépendant sur ces expériences et assisté à des débats organisés par le CALPA² autour de ce dernier film. Voici, en quelques questions, où en sont ce mouvement et les luttes en Argentine.

Zanon, l'usine sans patrons et les luttes en Argentine

OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES ENTREPRISES RÉCUPÉRÉES ? Il y a trois courants.

Le «Movimiento Nacional de las Fábricas Recuperadas» (MNFR). Son dirigeant est Caro. Il conduit son mouvement comme une entreprise. Les salaires sont inégaux et la direction individuelle. Il vise à maintenir les travailleurs dans leur rôle d'exécutant avec, par ailleurs, un discours sur la dignité redonnée par le travail. Il est issu de la scission du mouvement ci-dessous et regroupe une soixantaine d'entreprises. Pour élargir son mouvement, il met en avant ses liens personnels avec les hommes politiques, le gouvernement et les banques. Bruckmann, qui était une entreprise phare dans la lutte des entreprises récupérées a rejoint ce mouvement et évincé la gauche de l'entreprise, en particulier une militante du PTS (trotskiste). Depuis, le soutien dont bénéficiait Bruckmann est retombé.

Le «Movimiento Nacional de las Empresas Recuperadas» (MNER) met lui l'accent sur l'administration par les travailleurs. Il regroupe une quarantaine d'entreprises. Son dirigeant est Murua, un péroniste³ de gauche, et un groupe de militants autour de lui. Chaque entreprise est autonome. Les décisions sont prises par les assemblées. Généralement les salaires sont égaux. Chaque entreprise anime aussi un centre culturel. Ils sont très soucieux de formation et sont ouverts aux associations. Ce mouvement a beaucoup de tripes et les entreprises qui redémarrent fonctionnent car la convivialité les transforme. Le troisième courant, est autour de Zanon, rebaptisé Fasinpat, «fábrica sin patronos», l'usine sans patrons.

Contrairement au mouvement des entreprises récupérées qui met l'accent sur la production, les travailleurs de Zanon mettent l'accent sur la lutte politique. Ils travaillent avec trois ou quatre autres entre-



prises mais surtout cherchent à se lier à l'ensemble des travailleurs en lutte.

Il y a aussi des entreprises récupérées non affiliées. Le tout représente en tout 170 entreprises et autour de 10 000 travailleurs.

OÙ EN EST LA LUTTE DES CLASSES EN ARGENTINE ? Ces entreprises, à l'exception notable de Zanon, ont obtenu une couverture légale et le mouvement lui-même se maintient sans se développer. C'est aussi le cas du mouvement des chômeurs, les fameux «piqueteros». La nouveauté, ces deux dernière

années, c'est le développement des luttes des travailleurs, souvent sur les salaires, avec des luttes longues qui bénéficient du soutien de toute la population. C'est le cas de la lutte des enseignants de Salta qui ont fait 70 jours de grève, dans le nord du pays.

La lutte la plus significative est sans doute celle des travailleurs du métro qui vient de se terminer en début d'année. Suite aux privatisations imposées par le FMI, la société avait été divisée en plusieurs entreprises, selon les lignes. Le travail a été porté à 12 heures par jour. La sous-traitance s'était multipliée. Après plusieurs semaines de grève, les grévistes ont réussi à obtenir des augmentations de salaire, la réunification des lignes au sein de la même entreprise, la réintégration de la sous-traitance et la réduction du temps de travail à 6 heures par jour. Pour les salariés des lignes, l'augmentation est de 45%. Pour les sous-traitants réintégrés, le salaire fait plus que tripler. La direction syndicale avait tenté de négocier 13% mais s'est fait jeté par les grévistes eux-mêmes. Le mouvement de grève a été dirigé par une assemblée de délégués élus dans les secteurs. L'hostilité aux directions syndicales n'est pas nouvelle, mais pour la première fois les travailleurs ont vu qu'ils pouvaient s'opposer aux directions collabos et se diriger eux-mêmes. Cette victoire retentissante s'inscrit dans une remontée du mouvement gréviste qui touche des secteurs très divers : les télécommunications, les hôpitaux...

QUEL EST LE RÔLE DE ZANON DANS CETTE LUTTE DE CLASSES ? Les travailleurs de Zanon, dès les débuts de la lutte se sont tournés vers les autres mouvements sociaux. Ils en ont d'ailleurs bénéficié. Le redémarrage de l'usine s'est fait avec l'aide technique d'étudiants car la plupart des

cadres étaient partis. La commercialisation a reçu la couverture juridique des mères⁴ de disparus de la place de Mai.

Dans sa ville (Neuquen) et sa région (le sud de l'Argentine) Zanon s'est lié au mouvement Mapuche, aux piqueteros, aux associations d'handicapés, aux partis et organisations de lutte divers. C'est ce soutien qui a fait échouer et empêche toujours les tentatives d'expulsion.

Les travailleurs de Zanon profitent aussi du succès économique pour renforcer ces liens. De 250 aux débuts de la lutte, l'usine emploie maintenant 490 salariés. Les nou-

veaux embauchés sont choisis parmi les membres des associations qui soutiennent.

Contrairement à la plupart des autres entreprises récupérées, la production, la survie de l'entreprise, n'est pas un but en soi. L'objectif est de lutter pour une alternative sociale et les travailleurs font plutôt référence à un mouvement ouvrier général. La pratique assembléiste de Zanon y est diffusée comme un modèle efficace pour la lutte. Zanon apparaît aussi comme un centre de soutien aux luttes. Le 2 avril dernier, a d'ailleurs été constitué, autour de Zanon, un front de défense des luttes.

(1) On peut se le procurer contre paiement. Contact : julielastmann@hotmail.com. Contrairement à «The Take», ce film montre les contradictions au sein du mouvement en terme d'orientation et permet mieux de situer ces expériences, aussi bien dans leur caractère subversif que dans les limites de leur contestation du capitalisme. (2) Coordination de Soutien aux Luttes du Peuple Argentin. Informations : www.calpa-paris.org (3) Juan Peron était un général populiste qui a dirigé l'Argentine dans les années 40 et 50. Il a impulsé, à la faveur de la guerre, un développement industriel et avait une vision d'une Argentine indépendante et prospère. Depuis, la référence à Peron est forte, même dans le mouvement ouvrier. La CGT, principal syndicat, est péroniste. (4) On évalue aujourd'hui le nombre de disparus à 50 000. A l'époque de la dictature, des manifestations quotidiennes de mères de disparus avaient lieu sur la place de Mai, à Buenos Aires. Le régime les appelait les «folles de la place de Mai». Elles ont contribué à discréditer le régime. Elles continuent à lutter pour obtenir la condamnation des tortionnaires et des généraux qui menaient la répression.

QUELQUES COMMENTAIRES

LE film «The Take» mettait longuement l'accent sur le caractère subversif de ces récupérations d'usine : l'atteinte à la sacro-sainte propriété privée. «Recuperada», par contre, reprend cet aspect mais montre aussi comment ces récupérations peuvent être ... récupérées par le capitalisme. Ainsi Murua du MNER défend l'efficacité économique des entreprises de son mouvement. «Les frais de gestion sont moindre car la gestion est ouvrière. Il n'y a pas de salaires mirifiques à verser aux patrons. Enfin, les travailleurs sont très flexibles. Ils peuvent modifier leurs horaires et accepter des salaires réduits pendant quelques temps.» C'est une défense de l'auto-exploitation de même nature que ce que connaissent les artisans, les paysans petits et moyens ou les commerçants. Murua rajoute que les entreprises récupérées ne sont pas complètement alternatives au capitalisme. Elles produisent pour le marché, aux yeux duquel rien ne différencie une entreprise en coopérative d'une entreprise ordinaire. «C'est comme ça qu'on va avancer.» Sous-entendu, en développant des rapports différents de façon invisible, masqué par le marché.

Le prolongement politique n'est pas oublié puisque le Mouvement de Murua se bat avec quelques députés minoritaires pour faire passer des lois qui donneraient un cadre aux entreprises récupérées. Sans succès pour le moment. Les impasses d'une telle politique sont nombreuses. Un ouvrier de Zanon dans «Recuperada» pointe que les entreprises récupérées, en coopératives, sont en concurrence les unes avec les autres. Un sociologue interviewé dans le film rappelle : «Dans le mouvement ouvrier un dicton dit que plus une coopérative fonctionne, plus elle est, en fait, capitaliste» et «pour le capitalisme, peu importe qu'une entreprise ait un seul capitaliste à sa tête ou qu'elle en ait 18.»

En fait, on ne peut pas construire le socialisme dans une seule usine ou même 100. On ne peut éviter de poser la question du pouvoir d'Etat et de la prise coordonnée de l'ensemble de l'économie. Si on l'oublie, la bourgeoisie nous envoie ses mercenaires ou ses banques pour nous le rappeler.

Les travailleurs de Zanon ne luttent pas sur les mêmes bases que le Mouvement National des Entreprises Récupérées. Ils se battent pour la nationalisation sous contrôle ouvrier. Disons tout de suite que nous sommes sceptiques sur ce mot d'ordre mais que nous lui trouvons au moins une utilité : combattre les illusions autogestionnaires portées par la nature même du mouvement des entreprises récupérées. L'intérêt de l'expérience Zanon n'est cependant pas dans ce mot d'ordre mais dans un ensemble de pratiques décrites plus haut.

Ce qui fait le caractère exemplaire et même révolutionnaire de la lutte de Zanon, ce n'est pas le redémarrage de l'usine par les ouvriers, c'est que ce redémarrage sert aux travailleurs de point d'appui pour s'impliquer de plus en plus dans la lutte des classes en Argentine. Cette implication dans la lutte de classe fait que le gouvernement ne veut pas légaliser l'occupation. En même temps la volonté du pouvoir de se débarrasser de Zanon maintient la tension de la lutte. Elle pousse les travailleurs à s'impliquer dans les mouvements sociaux et à s'assumer en tant qu'avant-garde de lutte.

Dans le prochain journal nous traiterons de l'organisation interne des travailleurs de Zanon et parlerons un peu plus de leur revendication «Nationalisation sous contrôle ouvrier». Correspondant VP

Irak

ENFANTS PRISONNIERS

ON ne connaît pas exactement le nombre d'enfants détenus par les forces de la coalition en Irak, mais l'enquête menée à terme par le Sunday Herald suggère qu'il y en a plus de 170 dans les prisons comme Abu Ghraib et Um Qasr. Selon les témoignages recoltés par ce média, il y a parmi les enfants mineurs détenus, certains qui ont 10 ans et qui sont soumis à des viols et à des tortures.

Kasim Mehaddi Hilas affirme qu'au début du mois d'octobre 2004, il fut témoin du viol d'un garçon âgé d'environ 15 ans, incarcéré dans la prison d'Abu Ghraib. «Le garçon était gravement blessé, et toutes les portes étaient recouvertes de draps», déclara-t-il aux enquêteurs. «Lorsque j'ai entendu des cris, je me suis hissé au-dessus de la porte et j'ai vu (le nom du soldat est effacé) qui portait un unifor-

me militaire.» Hilas, qui était aussi menacé d'abus sexuels, décrit ensuite avec des détails effrayants la façon dont les soldats violèrent l'enfant.

Un autre prisonnier affirme : «j'ai vu 2 garçons dénudés, face à face, que l'on (des soldats US) frappait pendant qu'un groupe de gardiens regardait et prenait des photos, trois femmes soldats riaient des prisonniers.»

A ce sujet l'UNICEF, qui n'a pas reçu de droits de visites, écrit : «Les détentions injustes d'hommes irakiens, y compris des jeunes, suspectés d'actions contre les forces d'occupation, se sont transformées en frustration croissante pour les jeunes irakiens, devenant ainsi une des principales causes d'une radicalisation potentielle de ce groupe de population.»

Neil Mackay, Sunday Herald (extrait)

HOMMAGE À 17 RÉVOLUTIONNAIRES ASSASSINÉS

«DES MILLIERS ET DES MILLIERS DE MARTYRS ONT DONNÉ HÉROÏQUEMENT LEURS VIES POUR LES INTÉRÊTS DU PEUPLE. LEVONS BIEN HAUT LEUR DRAPEAU, AVANÇONS SUR LA VOIE TRACÉE PAR LEUR SANG !» MAO TSÉ TOUNG

LE 16 Juin 2005 un groupe de dirigeants du parti communiste maoïste turc-nord Kurdistan (MKP) et les commandants de l'Armée de libération du peuple (HKO-le bras militaire du parti communiste maoïste) sont tombés dans une embuscade de l'armée turque dans la vallée de Mercan, en province de Dersim, située à la périphérie du Kurdistan turc et ont été massacrés. Ces révolutionnaires allaient participer au IIe congrès de leur parti. A 23 heures, ils ont été mitraillés par des hélicoptères de combat de l'armée turque puis encerclés par un millier de soldats qui ont terminé le massacre.

Parmi les personnes tuées, on dénombre 6 membres du comité central et 11 membres du parti : Cafer Cangöz, Aydin Hambayat, Alattin Atos, Hüseyin Balkir, Cagdas Can et Gülnaz Yildiz (militante), Dursun Turgut, Tavlan Yildiz, Okan Ünsal, Berna Ünsal (militante), Ali Riza Sabur, Cemal Cakmah, Binali Güler, Okçeç Karhoglu, Brahim Akdeniz, Kenan Cakici, Ahmed Perktas, Fersin Kanta.

Les dirigeants de la branche armée (HKO) sont également à compter parmi les victimes. Les journaux turcs ont publié la nouvelle du massacre pendant trois jours consécutifs. Le quotidien *Mliet* était heureux d'annoncer que «les maoïstes sont finis avec ce massacre». Mais la participation de milliers de personnes aux funé-

raillies a été une gifle pour ces bourgeois et montrent combien la haine des masses contre le régime turc est profonde. Parmi les révolutionnaires, sept ont été enterrés à Dersim et des milliers de personnes ont accompagné les cercueils qui étaient enveloppés de drapeaux rouges, quatre autres ont été enterrés à Istanbul alors que les masses portaient un drapeau rouge de 300 mètres de long (...) A Dersim, au cours de l'oraison funèbre, la nièce de Aydin Hambayat a dit : «ils ont détruit le cœur de mon oncle, lors de l'arrestation, il n'était que blessé, ils lui ont tiré une balle dans la nuque. Il a été exécuté».

Alors que les familles et amis des combattants tués s'approprièrent à célébrer les funérailles, plusieurs actions de solidarité

ont été menées en Turquie en hommage aux combattants tombés à Dersim. Une trentaine de membres du Front pour les droits et libertés (HÖC) se sont ainsi rassemblés devant la mosquée de Sisli à Istanbul aux cris de «nous avons payé de notre vie, nous leur ferons payer de leur vie» et ils ont demandé des nouvelles des trois combattants capturés vivs. En effet, nous n'avons aujourd'hui aucune nouvelle sur leur sort. L'association d'entraide avec les familles des prisonniers (TAYAD) a condamné le massacre et exprimé son soutien aux familles des militants tués. On apprend en outre que des militants du HKO auraient mené des actions de repréailles contre une patrouille de police dans le quartier d'Ali-

beyköy à Istanbul, blessant plusieurs agents de police. Une caserne de la gendarmerie située dans un autre quartier d'Istanbul (Maskak) aurait également été attaquée par des combattants maoïstes.

Des réunions de commémoration et des manifestations de contestation ont été organisées dans différents pays européens. Dans un communiqué, l'organisation du Parti communiste maoïste à l'extérieur de la Turquie a déclaré : «pour nous il est clair que le parti a subi un coup grave, cela arrive au cours de la lutte de classe... Nul doute que nos camarades martyrs nous demanderaient que dans de tels moments nous transformions nos larmes en haine et colère contre l'ennemi».

Un lecteur

Cet été, on ne pouvait pas n'en rien savoir. La grande presse nous a montré, plusieurs semaines durant, les «malheureux»* colons sionistes poussés au retour vers Israël. Les sionistes israéliens ne nous avaient pas habitués à évacuer des colonies, alors pourquoi ? Et quel était le point de vue des Palestiniens de Gaza ? Et ceux des Palestiniens qui avaient été expulsés de leur terre, avant la colonisation ? Nous n'en saurons rien ?

LE DÉSENGAGEMENT DE GAZA UN MARCHÉ DE DUPES !

C'est un conseiller d'Ariel Sharon qui va nous ouvrir les yeux. Dans une interview au quotidien *Haaretz*, de Tel-Aviv, il déclare : «A l'automne 2003, nous avons compris que tout était bloqué [...] Il y a une érosion internationale [de la position du gouvernement israélien] et une érosion interne. Tout s'écroule et l'économie se trouve dans une situation infernale. Et, quand l'accord de Genève est apparu, il a obtenu un large soutien. Après quoi vinrent les lettres des officiers, celles des pilotes [refusant de mener la guerre dans les territoires occupés].» Selon ce conseiller, Sharon a décidé de rendre Gaza afin de sauver les colonies de Cisjordanie, et, plus important encore, d'empêcher tout accord négocié avec «l'Autorité» palestinienne. «Ce que nous avons fait vise à geler le processus de négociation. Et, ce faisant, vous empêchez la création d'un État palestinien et vous empêchez la discussion sur la question des réfugiés [palestiniens expulsés]. Le désengagement [de Gaza] comporte la bonne dose de formol nécessaire pour qu'il n'y ait pas de processus de négociation avec les Palestiniens.»

La duplicité sioniste n'est plus à démontrer. Il fallait casser la «feuille de route» mise au point à Genève et qui menait à la création d'un «État palestinien», qui n'aurait jamais été, nous l'avons déjà écrit, qu'un État-croupion. Mais même cela dérangeait les plans de colonisation sionistes. Car, à en croire nos informations, non seulement le gouvernement de Sharon passe outre à la demande de la Cour Internationale de La Haye de démantèlement du Mur (ce qui n'émeut



D'après Serguei

pas les autorités européennes), mais les autorités sionistes continuent à le construire rapidement et profondément, à l'intérieur de ce qu'il reste (avec Gaza) de la Palestine, en Cisjordanie. Fin 2005, ce mur de neuf mètres de haut encerclera quelques 100 kms² de terres palestiniennes occupées à Jérusalem-Est, et ses 200 000 habitants palestiniens. De même qu'il se bâtit très rapidement de nouvelles colonies en Cisjordanie...

On voit que le retrait de Gaza s'inscrit dans un processus de colonisation accéléré

de la Cisjordanie. Les concessions sionistes ne sont que faux reculs pour mieux sauter sur le gâteau cisjordanien.

Plus que jamais s'effondre le mythe d'un «État Palestinien» à l'ombre du colonisateur sioniste.

Plus que jamais pour une Palestine unique laïque, démocratique et multiculturelle !

SM

* Chaque famille de colons recevra en moyenne 360 000 dollars ; 870 000 dollars seront consacrés à leur relogement.



À LIRE !

DE LA FRANÇAÏRIE À LA MAFIAÏRIE

François-Xavier Verschave est décédé, il y a quelques mois. Son tout petit livre (moins de 70 pages, moins de 5 euros) est un bon résumé de longues années de travail... et de ses limites politiques. Nombre de pages auraient toute leur place dans *Partisan*, tant elles illustrent bien les mécanismes de l'impérialisme, des paradis fiscaux d'un côté, aux guerres et à la misère des travailleurs de l'autre.

Verschave pointe consciemment et très justement l'impérialisme français. Car l'idéologie officielle et les médias dénoncent les Américains en Irak, à la rigueur les Russes en Tchétchénie, mais la France au Rwanda ou en Côte-d'Ivoire, c'est la démocratie et les droits de l'homme ! Ou, le plus souvent, le black-out total. Secret d'Etat !

Verschave, c'est aussi une vision de l'impérialisme français en France, une dénonciation des dirigeants politiques en général. «Ces gens-là tiennent en permanence un double langage» (p.51), de la gauche des années 1981-2002, en passant par Le Pen («Saint-Cloud est en fait le siège du mercariat français, avec la bénédiction de la classe politique française», p. 54), et, bien sûr, les différents «services» : «Quand ils n'avaient plus rien à faire, ils allaient dans les banlieues sensibles incendier des voitures...» (p. 35).

Comme toujours, c'est dans les solutions que se révèlent les limites. Verschave prône des services publics mondiaux, acquis par le «combat du citoyen» ; une société en forme de ballon de rugby et non de sablier, c'est-à-dire où les classes moyennes ont un poids politique déterminant, qui fait triompher la démocratie. Mais ne jetons pas Verschave et son association, *Survie*, pour leurs limites politiques. Ils ont encore beaucoup à nous apprendre.

M.C

Ed. Tribord, 2004.

UNE BLAGUE OU PRESQUE : ET MONSANTO CREA LE COCHON

Après avoir déposé des brevets sur des semences et sur des herbicides utilisés pour la culture de ces plantes OGM, la multinationale Monsanto a déposé des demandes de brevets sur des porcs. Les premières demandes de brevets datent de février 2005 au World Intellectual Property Organisation (WIPO) à Genève. Un chercheur de Greenpeace, Christoph Then, chargé de surveiller les demandes de brevets a découvert que Monsanto cherche à déposer des brevets non seulement sur des méthodes de croisement de porcs mais aussi sur des troupeaux utilisant déjà ces méthodes ainsi que sur les lignées en résultant. Selon Then : si les brevets sont accordés Monsanto pourra légalement empêcher les éleveurs de produire des porcs dont les caractéristiques sont décrites dans les brevets ou les obligera à payer des royalties ! D'après Then, Monsanto ne recherche pas seulement un brevet sur cette méthode mais aussi sur les porcs qui sont déjà obtenus avec cette méthode.

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.5 euro

Comme chaque été, nous avons organisé un stage de débats politiques. Temps fort de la vie de Voie Prolétarienne, ce stage est l'occasion de discuter ensemble de sujets d'actualité ou de grands thèmes traversant la société. Cet été, quatre sujets ont été en débats : ● Europe, après le référendum, quelles perspectives pour les travailleurs ? ● Délocalisations, mondialisation, licenciements : quelle riposte ? ● Le syndicat, outil indispensable mais limité ● Cuba, un pays qui se dit socialiste... Ce stage permet à tous de faire avancer notre réflexion. Notre but est d'apporter des analyses aux participants, d'échanger nos expériences, mais éga-

lement d'enrichir les points de vue de notre organisation. Le stage VP-Partisan est encore le moyen de mettre en place une organisation collective, telle que nous la souhaiterions sous le socialisme, étendue à toute la société. Les différentes tâches à réaliser pour la bonne tenue du stage sont réparties chaque jour entre les différents participants : confection des repas, vaisselle, nettoyage des équipements et des locaux. Le coût du stage (location des locaux, nourriture, frais de transports, ...) est lui aussi assumé collectivement par les participants, proportionnellement à leurs revenus. Dans ce numéro, nous vous livrons le fruit de notre réflexion sur le premier débat du stage. Le comité de rédaction

Stage d'été VP-Partisan

Quelles perspectives après le référendum ?

PLUSIEURS QUESTIONS SE SONT POSÉES : QU'EST-CE QUE LE NON MAJORITAIRE EXPRIME ? QUELLES CONCLUSIONS PEUT-ON EN TIRER ? QUELLES TÂCHES SE POSENT AUX MARXISTES-LÉNINISTES ?

Un premier point ressortait du débat : Pourquoi analyser un résultat électoral qui ne change pas le monde et qui n'empêche pas la bourgeoisie de poursuivre sa politique ? Ce qui nous intéresse en premier lieu, c'est l'évolution de l'opinion (ouvrière en particulier) qui s'y exprime. Les résultats du référendum ont été l'aboutissement d'une résistance à la politique du gouvernement et d'une montée de luttes au printemps. En somme, les résultats ont été un sondage grandeur nature.

Qu'ont manifesté les NON ouvriers et ceux des quartiers populaires ? Nous avons constaté que le NON de 2005 a été beaucoup moins « chauvin » que lors du référendum de 1992 sur Maastricht. Cette fois-ci, ce n'était pas un vote pour la France et contre l'Europe. La grande majorité des ouvriers avait de bonnes raisons de dire NON à la politique capitaliste poursuivie

dans toute l'Europe. C'était un NON à la priorité au profit, un NON à la politique gouvernementale, un NON à la liquidation des droits des travailleurs, un NON à la guerre, à la destruction de l'environnement, à la destruction des droits démocratiques ! Même au niveau européen : il ne faut pas oublier l'énorme abstention en Espagne, le NON majoritaire au Pays-Bas, etc. Dans les autres pays les gouvernements ont vite supprimé les référendums prévus.

Second constat : le développement d'un esprit critique par rapport à la campagne médiatique écrasante pour le OUI. Les travailleurs prennent leurs distances par rapport aux politiciens bourgeois et se politisent, même si les débats spontanés dans les entreprises étaient peu importants. Mais on a pu constater une croissante unité de classe.

Enfin, c'était un NON sans illusions ni perspectives d'avenir. C'est pourquoi il n'y a pas eu, le soir du 21 mai, de fêtes enthousiastes dans les rues. Les travailleurs s'unifient contre la politique bourgeoise, et ressentent la nécessité d'un profond changement.

Comment arriver à de véritables changements politiques ? Le vote a souligné l'importance de l'internationalisme, comme

VP l'a réalisé dans la campagne de solidarité avec les femmes afghanes de RAWA ou, dernièrement, dans le travail du Groupe de Défense de l'Emploi (GDE) qui a organisé une réunion internationale contre les plans européens de suppressions d'emplois. Quelles que soient les difficultés, la base matérielle existe (intérêts communs) pour l'internationalisme et les travailleurs ont besoin d'expériences concrètes.

Qu'est-ce que « l'Europe sociale » va apporter aux travailleurs ? Les propositions du PCF et de la LCR ne nous ont pas convaincus : elles oublient trop et la lutte des classes et la féroce concurrence entre capitalistes, ce qui les rend bien idéalistes. Cela n'équivaut pas à caricaturer les positions des trotskistes, comme a remarqué un camarade. La coopération avec eux et avec d'autres forces, est parfois possible et même nécessaire.

Mais une conclusion est apparue. Ce n'est que la lutte des masses populaires qui peut changer, sur le fond, la société !

Nécessité de l'organisation communiste, car, sans organisation, sans réflexion sur les expériences passées, sans mémoire de l'histoire, il n'y a pas de base pour développer la lutte dans une bonne direction.

Par exemple : le Groupe de défense de l'Emploi (GDE), à Saint-Ouen, se bat pour le maintien des postes de travail menacés par les délocalisations. A travers cette lutte, on apprend à s'organiser, à gagner une bataille en passant de petites tâches à de plus grandes. Il faut aussi apprendre à s'orienter, et pour cela il faut organiser des débats sur les questions d'actualité. Au GDE, VP se bat pour les postes de travail en s'opposant aux « contre-plans » qui acceptent finalement la fermeture de l'usine et la logique du profit. C'est aussi dans la pratique que les ouvriers jugent les marxistes-léninistes. Et dans la lutte commune, l'alternative socialiste devient concrète : pour abolir le chômage, il faut en finir avec le pouvoir capitaliste.

C'est pourquoi la conclusion du débat a

porté sur la question du programme, auquel Voie Prolétarienne travaille. Tous les sympathisants seront invités à se réunir autour d'un projet de programme. Il faut toutes les expériences, les échecs comme les victoires du mouvement

ouvrier, pour l'élaborer afin qu'il donne une orientation claire. Le stage et le débat lui-même ont été un bon exemple de cet aller-retour.

Des camarades de VP

APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS ! FAITES ABONNER AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

★ AGENDA

TOUS DANS LA RUE LE 4 OCTOBRE CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT !

POUR LE DROIT AU LOGEMENT POUR TOUS.

Manifestons samedi 15 octobre à 14 h, Place de la République (Paris) Métro République

LE «17 OCTOBRE 1961» À LA COURNEUVE (93)

Pour l'anniversaire d'un massacre colonial, le Café Culturel animé par l'Association AFRICA, vous invite à venir en parler avec M. Zaater (journaliste/écrivain) le 29 octobre autour d'un repas. (réservation obligatoire au 01 48 36 95 74)

LIBÉREZ ANGELO ET SES CAMARADES !

Réunion publique à 15 heures le 22 octobre 2005, 21 ter rue Voltaire (Métro Boulets-Montreuil) à Paris. (Lire notre article en page 6)

UNE CANTATE POUR LOUISE MICHEL

Spectacle à l'occasion du centenaire de la mort de la communarde, le 1er octobre à Longres, en Haute-Marne ; réserv. au 03 25 87 60 34

CINÉMA ! LE MALENTENDU COLONIAL

À voir ! «Allez dans le monde entier, proclamez l'Évangile à toute la création.» Convaincus de la supériorité de la civilisation européenne, des prêtres ont accompagné et soutenu la colonisation en Afrique.

CINÉMA ! BREAD AND ROSES

Voir ou revoir ce film et en débattre avec son réalisateur Ken Loach. Le film parle des travailleurs et des travailleuses du nettoyage et de la lutte syndicale. Mardi 11 octobre à 20 heures 30 à «La Belle Étoile», 14 allée St-Just à Saint-Denis La Plaine. Métro Porte de la Chapelle. Réservations au 01 49 98 39 20

CINÉMA ! UN MONDE MODERNE

Un film sur les conditions de travail aux Chantiers de l'Atlantique de St-Nazaire, de Arnaud Soulier et Sabrina Malek, samedi 15 octobre à l'Espace 1789 de Saint-Ouen (93). Débat avec les réalisateurs

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ *Partisan*

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne—BP 48—93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 197

ÉDITO : AUX USA COMME EN FRANCE...	2
LES 100 JOURS DE VILLEPIN	3
UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS	4
AREVA-ALSTOM: SOMMES-NOUS ÉCOLOS ?	5
RÉPRESSION : FRANCE, CHINE...	6-7
SYNDICATS: SUB-INTÉRIEUR, LA POSTE BORDEAUX-BÈGLES	9
ARGENTINE: ZANON, L'USINE SANS PATRONS	10
TURQUIE: HOMMAGE À 17 RÉVOLUTIONNAIRES ASSASSINÉS	11

Parution du numéro 198 vers le 27 octobre. Date limite pour envoyer vos articles : 15 octobre